

BRUXELLES

Bimestriel,
Paraît 6 fois par an
Bureau de dépôt:
Bruxelles X
P 302402



PB-PPIB-01148
BELGIE(N)-BELGIQUE

PÉRIODIQUE ÉDITÉ PAR
INTER-ENVIRONNEMENT-BRUXELLES,
FÉDÉRATION DE COMITÉS DE QUARTIER
ET GROUPES D'HABITANT-ES
N°331 – JUILLET/AOÛT 2024

EN MOUVEMENTS

AILLEURS 2



INTRODUCTION

Il y a deux ans, le Bruxelles en mouvements d'été s'était éloigné de Bruxelles, à la rencontre des luttes urbaines d'ailleurs. Avec ce numéro, nous reprenons les routes estivales.

INTER-ENVIRONNEMENT BRUXELLES

SOMMAIRE DU NUMÉRO

Introduction	p. 2
Lisbonne : un référendum contre les locations de vacances et Airbnb	p. 3-7
Berlin : on n'est jamais mieux servi que par soi-même!	p. 8
L'Autoroute, l'écureuil et la matraque	p. 9-11
Les Forges de Clabecq : terres industrielles et syndicalisme révolutionnaire	p. 12-15
Des Marais en lutte en Europe	p. 16-19
Exarchia dans le viseur	p. 20-22
Anderlues	p. 23-25
Palace, trou à rats ou tente quechua... Dans quel Lubéron voulons-nous vivre?	p. 26
Où en est la révolution du Rojava?	p. 26
Marseille: « Des punaises de lit pour les Airbnb, des logements pour les habitants »	p. 27



Pour qui connaît un tant soit peu IEB, il est évident que l'attention aux particularités bruxelloises fait partie de notre ADN, tout comme la connaissance fine du terrain local qui informe nos analyses et notre action. Néanmoins, il est tout aussi évident que certaines des dynamiques auxquelles nous sommes aujourd'hui confrontés dépassent de loin les limites du ring.

Ainsi, Bruxelles n'est certainement pas la seule ville dont le tissu urbain soit mis à mal par les effets des « politiques d'attractivité » qui se sont imposées dans les programmes politiques et les projets urbains ces dernières décennies.

À Athènes, le quartier d'Exarchia subit une gentrification galopante et la construction d'une station de métro y prive les habitant-es de leur place. Organisé-es à travers une assemblée hebdomadaire, ils résistent de toutes leurs forces et nous offrent le récit de leur lutte.

À Marseille et dans le Lubéron aussi, des voix se lèvent pour revendiquer le droit au logement pour les habitant-es et dénoncer la touristification qui le menace.

Inspiré-es par la démarche de l'initiative Deutsche Wohnen & Co. enteignen à Berlin, les Lisboètes du Movimento Referendo pela Habitação font, à travers une campagne pour un référendum d'initiative populaire local, le pari de la démocratie urbaine pour défendre leur ville contre sa transformation brutale en parc d'attractions pour touristes, résident-es étranger-es nanti-es et nomades digitaux.

Plus loin, nous vous donnerons également des nouvelles du Rojava, où un projet démocratique radical, né dans des circonstances extrêmement difficiles et une région hostile, se défend obstinément contre les attaques qu'il subit.

L'exercice d'une démocratie locale par le bas et la résistance aux politiques d'attractivité sont donc deux fils tendus à travers ce numéro. La nécessaire alliance entre environnementalistes et défenseur-es de la justice sociale en est un autre.

Ce troisième fil relie notamment l'article sur la lutte des écureuils contre la construction de l'autoroute A69 entre Castres et Toulouse, celui sur le combat continu de Ceux de Clabecq qui les amène à faire cause commune avec les Soulèvements de la terre et le texte que nous a envoyé l'Alliance du Marais Biestebroeck. Entre Anderlecht, Forest, Rome, Madrid, Berlin, ou encore Bucarest, s'esquisse une réelle internationale des zones humides urbaines en résistance.

L'écologie sociale et populaire à venir est également le propos de Paul Hermant des Actrices et acteurs des temps présents. Il l'illustre à travers l'expérience de l'Hôtel du peuple d'Anderlues.

Vous l'aurez compris, le parti-pris de ce BEM est que nous avons tout à gagner à nous intéresser à ce qui se passe ailleurs et à nous mettre en lien avec ceux et celles qui défendent ailleurs le droit à la ville et la justice environnementale. Il s'agit non seulement de nourrir nos pratiques et nos analyses, mais aussi de nous renforcer mutuellement en prenant conscience de l'adversité et des enjeux communs. *



ABONNEZ-VOUS!

LE BEM, C'EST PAS UN CADEAU...



Le Bruxelles en mouvements (BEM), c'est une information située, des dossiers fouillés sur l'actualité bruxelloise en urbanisme et environnement et une lecture sociale de la ville. Notre bimestriel est distribué largement dans la ville, mais vous pouvez aussi vous abonner pour le recevoir directement dans votre boîte aux lettres. Votre abonnement constituera un soutien précieux à la parution de notre journal et aux activités d'IEB. Si vous aimez le BEM, si vous pensez qu'une autre lecture de la ville est nécessaire et que celle-ci doit être diffusée, abonnez-vous!

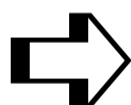
<https://civicrm.ieb.be/abonnez-vous/>

LISBONNE

UN RÉFÉRENDUM CONTRE LES LOCATIONS DE VACANCES ET AIRBNB

Ces dix dernières années, le centre historique de Lisbonne s'est vidé de ses habitant·es au profit des résidences touristiques, détruisant au passage la vie de quartier. Le collectif « Movimento Referendo Pela Habitação » se bat pour rendre aux maisons leur raison sociale : être habitées.

MOVIMENTO REFERENDO PELA HABITAÇÃO



Certain·es d'entre nous vivaient dans les quartiers historiques de Lisbonne, dans l'entrelacement de ruelles remplies de vie. Les enfants y jouaient, surveillés par les femmes qui papotaient, assises sur le pas de leur porte. Des voisin·es y grillaient du poisson et invitaient tout le monde à partager une bière pour l'apéro («pour célébrer la fin de l'aprem'»). Nous n'étions pas riches, mais nous pouvions compter les un·es sur les autres pour aller faire les courses, prendre soin des plantes de la rue ou réparer une fenêtre coincée. Dans ces quartiers, tout le monde se connaissait et il y avait une forte cohésion communautaire. Puis les temps ont changé : des investisseurs immobiliers à la recherche d'opportunités ont frappé aux portes et des hordes de touristes ont déboulé pour quelques nuits dans des appartements loués via Airbnb ou d'autres plateformes similaires. Des histoires désespérantes se sont répandues dans les rues : «Tu sais, Maria a reçu des pressions pour quitter son logement». On a commencé à sentir la menace de forces extérieurs dont nous peinions, encore, à percevoir l'étendue.

Des investisseurs immobiliers à la recherche d'opportunités ont frappé aux portes et des hordes de touristes ont déboulé.

Il est aujourd'hui indéniable que nous avons expérimenté la «gentrification via le tourisme» à travers le déplacement violent des habitant·es et du commerce local au profit des locations de vacances et à d'autres lieux de consumérisme. Nous avons fini par être déplacé·es à notre tour, non sans nous être battu·es. L'un de nos moyens d'agir fut la création du Mouvement du referendum pour l'habitat (MRH). Cette initiative politiquement indépendante vise à supprimer les locations de vacances et à changer la logique de

production urbaine actuelle pour faire primer les besoins de la population sur les intérêts financiers.

Dans ce récit de lutte, nous verrons d'abord comment la gentrification par le tourisme s'est développée et la manière dont les habitant·es ont été déplacé·es hors de leurs quartiers. Ensuite, le processus de résistance sera abordé : l'émergence du mouvement social et

le projet de référendum populaire contre l'Airbnb-fication. Nous clôturerons par un appel à la solidarité – le tourisme dévore nos espaces et communautés : aidez-nous à l'arrêter!

L'AFFREUSE ÉQUATION NÉOLIBÉRALE

Lisbonne fut l'une des dernières capitales d'Europe à expérimenter la gentrification. En effet, jusqu'il y a peu, son centre historique n'attirait ni les promoteurs immobiliers, ni la classe moyenne. Avant 2014, il était surtout peuplé de personnes à petits revenus, âgées ou issues de la classe ouvrière, de l'immigration rurale ou provenant des anciennes colonies portugaises. Plus de deux tiers des contrats de bail étaient signés à long terme, ce qui empêchait les propriétaires de les rompre sans justification, permettant ainsi à plusieurs générations de rester dans le même logement. Malgré le délabrement de certains bâtiments – entraînant des revendications pour de meilleures conditions de vie –, ces petits appartements typiques et leurs rues ont fourni les lieux d'une vie communautaire épanouie. Ces quartiers ouvriers s'organisaient autour de liens et de règles informelles, essentiels pour la survie d'une communauté pauvre. Lisbonne n'avait rien de la capitale européenne aseptisée.

C'est la crise financière de 2008 qui marque un premier tournant. Le gouvernement portugais obtient un renflouement de l'Union européenne (UE) et du Fonds monétaire international (FMI), en contrepartie de mesures d'austérité strictes et de politiques néolibérales qui vont favoriser le tourisme mondial et les investissements immobiliers venus d'ailleurs. Il s'agissait d'attirer des investisseurs étrangers ou des expatriés fortunés par des mesures telles que l'instauration d'un régime fiscal de «résident non habituel» (NHR), des *Golden visa* ou des visas temporaires pour les télétravailleurs du monde entier. La libéralisation des lois sur le marché locatif, mandatée par le FMI, a facilité le déplacement des locataires et accéléré les processus d'expulsion. En outre, le Portugal a été le premier pays de l'UE à déréguler le marché de la location de vacances, ce qui a permis à des plateformes comme Airbnb d'opérer sans aucune restriction ni contrôle fiscal. La conséquence, c'est la transformation de Lisbonne en point névralgique pour les touristes internationaux et les investisseurs. Désormais, 8% de ses logements sont dédiés à la location saisonnière, ce qui surcharge les infrastructures de la ville et modifie le tissu urbain. Dans certains quartiers du centre-ville historique, cela concerne 60% des logements! ➔

LA SOLUTION N'EST PAS DE CONSTRUIRE D'AVANTAGE, LE LOGEMENT DOIT REMPLIR SA FONCTION SOCIALE

À Lisbonne, au moins 68 000 logements ne remplissent pas leur fonction sociale, soit parce qu'ils sont utilisés pour le tourisme, soit parce qu'ils sont vacants. Pendant ce temps, environ 50 000 familles ont besoin d'un logement décent dans la région. Le Portugal est l'un des pays de l'OCDE qui comptent le plus grand nombre de maisons par habitant-es; le secteur de l'immobilier continue pourtant d'affirmer haut et fort que construire est la réponse à la crise du logement. Nous sommes persuadé-es du contraire et ce pour trois raisons.

La première, c'est qu'il n'existe pas de garantie que ce qui sort de terre soit affecté au logement.

Le secteur immobilier est avant tout à la recherche du profit. Les nouvelles constructions peuvent dès lors être adaptées au tourisme, au programme des Golden Visa ou encore au marché du luxe sans proposer de logements abordables aux habitant-es.

La seconde, c'est que le secteur de la construction est l'un des plus polluants au monde: la production de ciment à elle seule représente plus de 7% des émissions de gaz à effet de serre, et l'acier est l'un des matériaux les plus difficiles à décarboner. Il est aussi consommateur d'espaces, qui pourraient être dédiés à d'autres usages (jardins, zones de loisirs ou de repos...). Par ailleurs, les nouvelles constructions sont souvent situées loin du cœur des villes et du travail des gens, ce qui entraîne une augmentation du temps de trajet, de leurs coûts, des émissions de polluants mais également un nécessaire investissement

dans les infrastructures et services de transport. Enfin, cette affirmation n'apporte pas de réponse à ce qui nous importe le plus: notre priorité est de rester dans nos quartiers où des milliers de maisons sont inoccupées.

En outre, les revenus générés par le tourisme et les investissements étrangers dans l'immobilier servent parfois de justification aux effets dévastateurs qu'ils produisent. Nous estimons que ces arguments sont simplistes et trompeurs. Ils négligent les impacts négatifs de ces activités et omettent une question cruciale: à qui profite cet afflux d'argent? Certainement pas aux travailleur-euses du tourisme et de l'hôtellerie dont les salaires mensuels moyens sont les plus faibles, tous secteurs économiques confondus. Ces professionnel.les, même hautement qualifié-es, gagnent en deçà de 1 000 euros par mois. Le travail d'architecte peut aussi se révéler précaire et, pour près d'un-e professionnel-le sur cinq, offre à peine le salaire minimum (quand ce n'est pas moins). Leurs conditions d'engagement sont peu attractives, et peu d'entre eux bénéficient de contrats appropriés malgré la grande valeur des projets auxquels il-es contribuent.

À Lisbonne, l'itinérance continue d'augmenter. Beaucoup de celles et ceux qui n'ont pas de logement ont un travail mais leur salaire ne permet pas de payer les loyers exorbitants d'un marché immobilier surévalué et spéculatif.

Nous ne vivons pas du tourisme; il vit de nous.

Le schéma est toujours similaire: une société achète un immeuble résidentiel, rompt le bail des locataires, retape le bâtiment en utilisant des bonus à la rénovation, et le revend ensuite à la découpe à des titulaires de *Golden Visa* ou autres investisseurs immobiliers. L'acheteur final est absent de la majeure partie de l'année et rentabilise son investissement par la mise en location de vacances, parfois gérées par des compagnies privées. Nous, les habitant-es, n'existons pas dans cette équation.

LE DÉPLACEMENT

Certains quartiers du centre historique de Lisbonne ressemblent à un petit Disneyland: plus de la moitié des maisons sont devenues des locations saisonnières. Les investisseurs et les propriétaires n'ont pas eu de difficultés à déplacer les locataires à bas revenus; ils ont rompu les contrats de bail ou rendu les loyers inabornables. Une ancienne locataire d'Alfama raconte: « Nous avons été envahis! Envahis! Les propriétaires veulent juste se faire de l'argent. Ils se fichent des droits humains. Ils n'hésitent pas à expulser des vieilles dames de 80 ans. Un jour, on reviendra se balader dans le quartier et on dira: "regarde cet hôtel, c'était ma maison! Ce sera ça notre histoire". »

La plupart de ses ancien-nés voisin-es, y compris des résident-es de longue date, ont été chassé-es. Le déplacement est d'autant plus dur pour les personnes âgées et les plus précaires, qui dépendent du soutien de la communauté.

Au cours de la dernière décennie, la population de Lisbonne a diminué de 1,2%, et plus encore dans les zones soumises à une forte pression touristique où la baisse avoisine les 20%.

Le processus habituel de gentrification dissimule souvent le déplacement de personnes plus pauvres par une augmentation globale de la population. Ici, les habitant-es ont été remplacé-es par des touristes, des consommateur-ices temporaires et des investisseurs absents comme l'illustre le témoignage d'une résidente du quartier Alfama: « Je vis seule dans ma rue! Tous mes voisins ont été expulsés. Il n'y a plus que des locations à court terme et des touristes à Alfama. Quel genre de ville est-ce là? Il n'y a pas de bureau de poste, pas de banque, pas de voisins à qui demander de l'aide, rien ». À Lisbonne, les logements sont rares et leurs loyers exorbitants. Les locations à court terme ont remplacé les baux à long terme, nous obligeant à quitter nos quartiers, et parfois même la ville. Celles et ceux qui sont resté-es parce qu'il-es sont propriétaires ou locataires chanceux, ont été confronté-es à une autre forme de déplacement; le tourisme a envahi les quartiers, perturbant la vie résidentielle normale.

Bientôt, cette « disneylandisation » diminuera même le potentiel d'attractivité touristique. Les magasins locaux et les boulangeries se sont mués en boutiques de souvenirs remplies d'articles fabriqués en Chine ou en bars à vin de qualité douteuse. Les associations de quartier ont fermé, réduisant presque à néant les espaces communautaires et les activités culturelles locales. Les espaces publics eux, ont été envahis par les touristes. Dans les ruelles désormais mal entretenues et jonchées d'ordures, les communs autrefois utilisés pour griller du poisson entre voisin-es ont été privatisés et convertis en terrasses de bar à touristes.

La gentrification par le tourisme à Lisbonne n'a pas seulement transformé les quartiers en lieux stériles, elle a également éradiqué les manières de vivre qui existaient en dehors des logiques de marché. Au-delà des questions matérielles, ce processus élimine les modes de relation alternatifs – tout est lisse, capitaliste, aliénant et basé sur la consommation. Aujourd'hui, les migrant-es qui occupent cet espace sont des « expats » blancs qui s'assument, tandis que les personnes qui vivaient là avant en sont réduites à nettoyer le désordre créé par le tourisme. C'est un modèle de développement urbain pervers qui déplace les résident-es tout en ne leur offrant que des emplois précaires et serviles.

LA RÉSISTANCE AU TERRAMOTOURISME ¹

Au-delà de nous avoir chassé-es et d'avoir tenté de nous asservir, l'imposition de ce modèle touristique a suscité la colère des habitant-es, nous poussant à riposter et à nous organiser à une échelle sans précédent.

Les luttes pour le logement et le droit à la ville existent depuis de nombreuses années au Portugal, en particulier à la périphérie des grandes villes où les Roms et les personnes d'origine africaine ont longtemps été malmenés par l'État, mais aussi dans les quartiers historiques où les résident-es se mobilisent contre la dégradation des conditions de logement. Il y a cependant quelque chose de nouveau: la sensation qu'il n'y a plus de refuge. Chaque maison et parcelle de ➤

Certains quartiers du centre historique de Lisbonne ressemblent à un petit Disneyland: plus de la moitié des maisons sont devenues des locations saisonnières.



Mami

Paul

Cousin Ben

Cynthia

Chad

Red

The Tannos

John

No. 1

John

John

terre dans le pays est désormais la cible potentielle de l'État et des investisseurs immobiliers à des fins de « développement » touristique. Cela ne nous laisse d'autre option que de résister, et c'est exactement ce que nous faisons.

En 2014, année charnière où tout a commencé à changer, le collectif Left Hand Rotation a placardé le centre historique de Lisbonne d'affiches proposant des instructions d'urgence pour répondre au *Terramotourisme*.

Les habitant·es y étaient notamment invité·es à « rester à l'intérieur », à « se rassembler et préserver le tissu social du quartier », ou à « résister collectivement ». Aussi difficile que cela ait pu être et malgré les pertes considérables, ces instructions ont été suivies depuis lors.

Un nombre croissant de collectifs s'organisent aujourd'hui autour des questions de logement et de quartier, exigeant l'arrêt immédiat des pressions sur les locataires et l'assurance de conditions de vie décentes.

Ces dernières années, des manifestations massives organisées par le terrain ont eu lieu à travers le Portugal, réunissant des milliers de personnes pour le droit au logement et à la ville. Cependant, malgré l'indignation généralisée, les gouvernements locaux et nationaux continuent de promouvoir le lien entre le tourisme et l'investissement. Cette réticence à changer de cap explique pourquoi, à Lisbonne, les habitant·es entreprennent une action inédite dans le pays : la mise en œuvre d'un référendum populaire pour éliminer Airbnb et les locations de vacances.

UN MOUVEMENT POUR UN RÉFÉRENDUM ET CONTRE LES LOCATIONS DE VACANCES À LISBONNE

Durant l'été 2022, un groupe de personnes inspiré·es par la campagne de référendum à Berlin (Deutsche Wohnen & Co. enteignen), s'est réuni pour explorer la possibilité d'utiliser un outil de démocratie directe – tel qu'un référendum – comme stratégie pour contrer la crise du logement qui fait rage. Nous étions animé·es d'un fort désir de transformer la ville, de donner du pouvoir à ses habitant·es et de sortir les gens du sentiment d'impuissance politique.

On a nommé cette initiative Movimento Referendo pela Habitação (MRH, Mouvement pour un référendum sur le logement). Dès le début, la proposition élaborée poursuit deux objectifs clairs. Le premier est de tester le pouvoir établi et le système démocratique en proposant un référendum d'initiative populaire aux fins de récupérer tous les logements actuellement utilisés pour le tourisme (et donc de freiner Airbnb). Le second est de construire proactivement un mouvement collectif. En plus de nous prémunir contre les déplacements et les expulsions, nous voulons instaurer un rapport de force qui contraindrait les institutions à prendre notre proposition en compte. Cette initiative ne vise pas seulement à protéger notre communauté, mais aussi à reprendre le pouvoir en veillant à ce que le gouvernement local se conforme à la volonté de la population plutôt qu'aux intérêts des investisseurs immobiliers et touristiques absents. Movimento Referendo pela Habitação est une proposition à la fois législative, mais aussi organisationnelle et idéologique.

Cela ne nous laisse d'autre option que de résister, et c'est exactement ce que nous faisons.



LA PROPOSITION LÉGISLATIVE

L'objectif est de mettre en œuvre et de gagner un référendum dans lequel les résident·es répondront à deux questions. La première se rapporte au passé, la seconde à l'avenir. D'abord, les Lisboètes feront savoir si il·es sont d'accord avec l'annulation des locations de vacances dans les unités de logement résidentielles. Il·es devront ensuite se positionner sur la modification du Règlement Municipal concernant les locations de vacances afin de les interdire. Si ce référendum fonctionne, 20 000 logements actuellement utilisés à des fins touristiques pourraient être récupérés, ce qui entraînerait une baisse des loyers dans toute la région métropolitaine suite à l'augmentation rapide de l'offre en logements (davantage que par la réhabilitation ou la nouvelle construction). Cela pourrait également signifier la quasi-fin d'Airbnb et des plateformes similaires opérant dans la ville.

Cependant, le parcours vers la mise en œuvre d'un référendum d'initiative populaire n'est pas sans obstacles. Pour commencer, 5 000 à 7 500 signatures d'électeur·ices inscrit·es à Lisbonne doivent être recueillies, en personne. Bien que nous ayons collecté plus de 9 000 signatures, le référendum n'est pas encore assuré et l'initiative doit encore être approuvée par l'Assemblée municipale. Si l'Assemblée approuve la proposition, elle sera alors transmise à la Cour constitutionnelle pour un contrôle de sa constitutionnalité. Ces étapes impliquent deux possibilités d'opposition aux propositions qui pourraient prendre la forme d'un veto technique par la Cour constitutionnelle ou d'un veto politique par l'Assemblée municipale.

Une mobilisation populaire robuste est donc essentielle, car elle exerce une pression sur les député·es locaux pour qu'il·es approuvent le référendum et en assurent la mise en œuvre.

LA PROPOSITION ORGANISATIONNELLE

Le MRH a réussi à rassembler un groupe de personnes aux profils très variés, provenant de divers horizons et de différents quartiers de la ville. Certain·es sont des résident·es de Lisbonne, tandis que d'autres ont dû la quitter en raison de l'augmentation des loyers. Le groupe comprend des universitaires, des travailleur·euses de l'hôtellerie, des avocat·es, des enseignant·es, des couturières, des programmeurs, des employé·es publics, des étudiant·es, des artistes... Certain·es militent dans des mouvements sociaux de longue date alors que pour d'autres, c'est une première expérience.

Si ce référendum fonctionne, 20 000 logements actuellement utilisés à des fins touristiques pourraient être récupérés.

Cette diversité pourrait s'expliquer par le fait qu'un référendum est un outil concret de démocratie participative qui est à la fois institutionnel et radical. Tout le monde comprend ce qu'implique un référendum : un passage aux urnes, des résultats de vote, et la rédaction d'une loi selon le choix de la majorité. Cette clarté facilite la compréhension de l'objectif et la mobilisation. La radicalité de la démarche réside dans l'impact réel qu'elle aura sur la ville si elle est couronnée de succès, démontrant que le pouvoir du peuple peut provoquer des transformations réelles dans nos vies. En bref, le référendum offre la possibilité d'agir par nous-mêmes au lieu de demander aux institutions gouvernementales de résoudre un problème duquel elles se désintéressent très clairement.

Parallèlement au travail procédural pour initier le processus de référendum, nous avons investi beaucoup d'efforts pour rassembler autour de notre lutte et favoriser les discussions et échanges d'idées, en organisant des événements, des débats et des fêtes. Souvent, ces moments étaient partagés avec d'autres mouvements sociaux et des collectifs locaux. Nous avons été à l'initiative de trois grandes manifestations pour le logement à Lisbonne entre 2023 et 2024. Nous avons aussi entamé un dialogue avec le pouvoir local et national pour explorer des mesures alternatives et proposer des solutions pour freiner la prolifération des logements touristiques dans la ville.

LA PROPOSITION IDÉOLOGIQUE

Il s'agit simplement de faire avancer le principe fondamental selon lequel le logement remplit la fonction sociale de fournir un abri, plutôt que d'être simplement un actif générateur de profit. En d'autres termes, nous prônons sa valeur d'usage plutôt que sa valeur d'échange. Il est évident que ce référendum à Lisbonne ne suffira pas à changer cette mentalité, et nous sommes conscient·es que les locations de vacances ne constituent pas le seul moyen de détourner le logement à des fins spéculatives. D'autres formes existent, telles que les programmes d'achat-revente et le marché locatif conventionnel. Mais l'argument central de MRH est que les maisons sont faites pour que les gens y vivent.

Nous prônons la valeur d'usage du logement plutôt que sa valeur d'échange.

Il faut aussi souligner que le problème dépasse le logement. Pour nous, une ville saine inclut des communautés solidaires, des entreprises locales, des services de proximité qui permettent aux résident·es de vivre.

UN APPEL À LA SOLIDARITÉ

Alors que le tourisme et les investissements immobiliers se développent de manière vorace au Portugal, un mouvement social qui veut changer les dynamiques de production leur oppose une

Il existe de nombreuses manières de manifester sa solidarité depuis les autres pays.

résistance. La proposition de référendum a déjà fait réagir le puissant lobby d'Airbnb et les consortiums immobiliers qui financent une contre-campagne importante. Tenir tête à ces lobbies sera difficile, mais le jeu en

vaut la chandelle. Il pourrait s'agir de la dernière chance d'utiliser les outils institutionnels démocratiques pour empêcher Lisbonne de devenir une enclave à touristes et expats nantis. Un soutien et une solidarité au-delà des frontières sont nécessaires pour rendre cela possible.

Il existe de nombreuses manières de manifester sa solidarité depuis les autres pays. Nous en détaillerons deux, relativement simples. La première, c'est de rejeter catégoriquement l'idéologie néolibérale d'ouverture des marchés au tourisme, à l'investissement et à la rente des loyers, qui n'apportent que destructions environnementales et inégalités sociales. La seconde est la sensibilisation et le soutien aux collectifs organisés pour le changement. Les médias conventionnels, pour la plupart inféodés au néolibéralisme, n'expliquent pas les causes profondes de ces problématiques. Bien que certain·es journalistes publient sur ces questions, il faut compléter les informations et amplifier leur résonance auprès de la population.

En conclusion, évitez de venir à Lisbonne – ou n'importe où ailleurs – en touristes aliéné·es.

Ce tourisme, c'est celui que nous connaissons tou·tes, mais aussi l'expatriation ou le nomadisme digital. Soyez conscient·es de ce que vous pouvez causer ; en louant un appartement sur Airbnb ou d'autres plateformes de location à court terme, vous logez peut-être dans l'ancien logement d'une personne qui a été injustement expulsée. Le tourisme dévore nos lieux et nos communautés – aidez-nous à l'arrêter! *

1. Le terme *Terramotourisme* est un jeu de mots entre tourisme et *terramoto*, qui signifie tremblement de terre en portugais. Il compare le tourisme au tremblement de terre qui a dévasté Lisbonne en 1755. Le collectif Left Hand Rotation a publié le documentaire *Terramotourism* en 2016. Il peut être visionné ici : www.vimeo.com/195599779

BERLIN : ON N'EST JAMAIS MIEUX SERVI QUE PAR SOI-MÊME !



⇨ Le 26 septembre 2021, lors d'un référendum historique, une large majorité des Berlinoises se prononçaient en faveur de l'expropriation des grandes sociétés immobilières possédant plus de 3 000 logements et la socialisation des logements détenus, quelque 240 000 unités au total. Le référendum, d'initiative populaire et porté par Deutsche Wohnen & Co. Enteignern (DWE), était le fruit d'une campagne massive et de longue haleine – débutée en 2018 – dont nous vous parlions dans un précédent article du *Bruxelles en mouvements*¹.

Cette victoire, considérable pour celles et ceux qui se battent depuis des années pour enrayer la flambée des loyers à Berlin, ne conclut malheureusement pas encore le bras de fer qui se mène. En effet, la grande coalition SPD/CDU freine des quatre fers devant la perspective de devoir appliquer le résultat du référendum². Celui-ci enjoint le Sénat de « prendre les mesures nécessaires pour transférer des biens immobiliers ainsi que des terrains en propriété commune en vue de leur socialisation conformément à l'article 15 de la loi fondamentale », mais laisse beaucoup de latitude sur les moyens mis en œuvre et les modalités...

L'étape suivant le vote de septembre 2021 avait été la constitution d'une commission d'experts qui devait examiner la légalité et la faisabilité du résultat du référendum. Mise sur pied au printemps 2022, celle-ci publiait ses conclusions le 28 juin 2023 dans un rapport final d'environ 150 pages³, largement favorable au projet d'expropriation-socialisation.

DWE résumait alors les choses de la manière suivante : « D'après la commission d'expert-es, la socialisation est légalement faisable dans le cadre des compétences du Land de Berlin, les grandes sociétés visées peuvent effectivement être expropriées à des valeurs inférieures au marché, la gestion en institution publique avec une participation accrue des locataires est possible et l'expropriation/socialisation est appropriée et raisonnable au vu de la flambée des loyers. Elle est même souhaitable en l'absence d'autres moyens efficaces pour agir sur le marché immobilier. [...] Le gouvernement n'a plus d'excuses : il faut commencer à rédiger une vraie loi de socialisation dès maintenant. »

Sauf que pour le Sénat berlinois, dominé par la CDU et le SPD, tous deux explicitement hostiles au projet d'expropriation-socialisation, il faudrait d'abord une « loi-cadre ». Pire, en

réalité il s'agit encore une fois de faire traîner les choses, pour finalement enterrer le référendum. Ce constat est merveilleusement illustré par les déclarations du sénateur des finances Stefan Evers (CDU), qui exclut la socialisation des sociétés immobilières malgré le travail sur la loi-cadre. Selon lui, la loi-cadre ne serait qu'un « compromis de formule » avec le SPD⁴.

Le 26 septembre 2023, DWE répond à ce déni de démocratie manifeste en annonçant une nouvelle campagne de référendum, portant cette fois-ci directement sur une loi d'expropriation-socialisation. Celui-ci, à la différence du premier, sera légalement contraignant et devra être implémenté par le Sénat. Après une campagne de financement ayant permis de récolter plus de 100 000 euros en octobre 2023⁵, le cabinet Geulen & Klinger – spécialisé en droit public et constitutionnel – est mandaté par DWE pour élaborer le projet de loi qui devra être soumis au vote des Berlinoises. L'objectif étant de présenter une loi juridiquement sûre afin que celle-ci ne connaisse pas un destin similaire au *Mietendeckel* berlinois (gel des loyers) qui avait été abrogé par la Cour constitutionnelle de Karlsruhe en mars 2021. Outre la loi de socialisation proprement dite, qui détermine les

logements à socialiser ainsi que le type et la hauteur de l'indemnisation, une loi « de gestion » est également en cours d'élaboration. Celle-ci définit la manière dont les logements socialisés devront être gérés démocratiquement avec une forte participation des locataires et de la société urbaine.

Mais pourquoi le référendum législatif, légalement contraignant, n'avait-il pas été choisi dès le départ ? DWE déclare que l'initiative n'avait alors pas encore la capacité de présenter un projet en béton. Aujourd'hui les porte-parole du mouvement se montrent confiant-es : « nous avons acquis l'expertise et les moyens d'écrire, avec l'aide de spécialistes, la loi pour rendre Berlin à ses habitant-es⁶. »

Si tout va bien, le nouveau projet de référendum sera encore déposé en 2024. Une fois l'approbation obtenue, la première phase de collecte pourra commencer et les gilets mauves iront à nouveau dans la rue pour recueillir des milliers de signatures en faveur de la socialisation. « Obtenir l'expropriation, ce sera un marathon. Il faudra du temps, de l'argent et le travail de nombreux-ses bénévoles. La partie adverse a les gros dons du lobby immobilier – Mais nous sommes Berlin ! » *

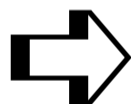
Andreas Stathopoulos, IEB

1. A. STATHOPOULOS, « Berlin : le sol peut être transféré en propriété commune à des fins de socialisation », in *Bruxelles en mouvements* n° 319, 2022 [www.ieb.be].
2. Ainsi, des documents rendus publics en octobre 2022 prouvent désormais que l'ancien sénateur pour l'Intérieur berlinois, Andreas Geisel (SPD), avait volontairement retardé de plusieurs mois la tenue du plébiscite en s'asseyant sur les résultats de l'examen juridique du texte qui devait être soumis au vote. L'étape suivante du processus n'avait été débloquée que suite aux menaces de DWE d'entamer une action en justice à l'encontre du Sénat. <https://dwenteignen.de/uk/aktuelles/neuigkeiten/neue-dokumente-zeigen-senator-geisel-handelte-rechtswidrig-bei-verzoegerung-des-volksbegehrens>
3. <https://www.berlin.de/kommission-vergesellschaftung/downloads/>
4. <https://www.tagesspiegel.de/berlin/trotz-geplantem-rahmengesetz-berlins-finanzsenator-schliesst-enteignung-von-wohnungsunternehmen-aus-10403989.html>
5. <https://www.startnext.com/dwenteignen23>
6. <https://dwenteignen.de/aktuelles/neuigkeiten/warum-ein-neuer-volksentscheid>

L'AUTOROUTE, L'ÉCUREUIL ET LA MATRAQUE

Dans le Tarn, les pouvoirs publics projettent la construction d'une autoroute de 54 km entre Castres et Toulouse, main dans la main avec le futur concessionnaire et la Chambre de commerce départementale. Décrétée d'utilité publique par le gouvernement malgré son impact environnemental catastrophique, l'A69 suscite une opposition protéiforme, parfois fortement réprimée par l'État français.

MAUD MARSIN ET DAMIEN DELAUNOIS, INTER-ENVIRONNEMENT BRUXELLES



Projet élaboré dans les années 1990, l'A69 vise à raccorder la rocade de Castres à l'autoroute A680 qui dessert Toulouse. Selon ses promoteurs principaux, l'État français et le futur concessionnaire Atosca, l'infrastructure « répond notamment aux besoins de désenclavement et de développement du bassin de vie et d'emploi de Castres et Mazamet, en offrant un haut niveau de service aux usagers »¹.

De nombreuses instances ont souligné les importantes nuisances induites par l'A69, qu'elles soient scientifiques ou administratives. Toutes pointent l'incompatibilité du projet avec les objectifs climatiques et environnementaux, de l'Autorité Environnementale au Conseil national de la protection de la nature (CNP). Une lettre ouverte, cosignée par plusieurs centaines de scientifiques dont des membres du GIEC, estime que « ce projet maintient la France sur une trajectoire incompatible avec la transition écologique telle qu'inscrite dans la loi [...] Ni l'intensité du trafic, ni les gains de temps envisagés [...] ne justifient la construction d'une autoroute »². Et ce d'autant plus que la déserte de la zone, à supposer qu'elle soit problématique, peut être améliorée en rénovant une route secondaire (la RN 126), dont le tracé est assez proche de la future A69.

Dans le Tarn, l'A69 repose sur 420 hectares, dont 316 de surfaces agricoles, 20 de zones humides et 13 de zones boisées.

« DES MOISSONS, PAS DU GOUDRON »

Les autoroutes sont extrêmement gourmandes en ressources. « Pour chaque mètre linéaire d'autoroute, il faut en moyenne extraire 30 tonnes de sable et de gravier et déplacer au moins 100 mètres cubes de terre de terrassement. Parfois beaucoup plus. Un kilomètre, c'est autant de masse qu'un hôpital ». L'emprise des autoroutes est également considérable : en moyenne, la construction d'une autoroute de deux fois deux bandes, soit 34 mètres de plateforme bitumée, induit une emprise au sol de 100 mètres³. Dans le Tarn, l'A69 repose sur 420 ha, dont 316 de surfaces agricoles, 20 de zones humides et 13 de zones boisées.

À cette perte irrémédiable de terres arables et de biodiversité s'ajoutera l'importante pollution due à son utilisation. Mais pour l'heure, soucieux de rendre le chantier « bas carbone », Atosca, le futur concessionnaire, propose notamment la construction de deux usines de bitume à proximité de la future infrastructure, de manière à réduire les distances d'approvisionnement.

D'autres mesures sont également envisagées pour réduire les nuisances du projet : plantation de nouveaux arbres, création de 40 hectares de zones humides, pose de murs anti-bruit sur certains tronçons, recyclage de matériaux pour l'asphaltage.

La plantation de jeunes arbres ne peut compenser l'abattage de spécimens centenaires.

L'ILLUSION DE LA COMPENSATION

La plupart de ces mesures sont méthodiquement disqualifiées par les opposant·es. L'exercice n'est d'ailleurs pas très difficile, comme en témoigne la question des replantations. D'un point de vue écosystémique, il est désormais démontré que la plantation de jeunes arbres ne peut compenser l'abattage de spécimens centenaires. Et, comme en témoigne un suivi sanitaire mené par le Ministère de l'agriculture, le taux de réussite des plantations est parfois très faible, en particulier en période de sécheresse⁴. Quant à la création de zones humides de remplacement, l'incertitude règne, Atosca n'ayant pas la maîtrise foncière des terrains destinés à les accueillir⁵. ➔

Domageable sur le terrain, la notion de compensation est également réductrice dans son principe. Elle repose sur une logique comptable qui ne tient pas compte de la complexité du vivant, lequel est réduit à des chiffres : un hectare de zone humide est considéré comme interchangeable avec un autre, un arbre centenaire est supposé remplaçable par cinq jeunes arbres, et des dispositifs écologiques variés sont censés compenser la perte d'un habitat.

Cette simplification ignore la richesse et la complexité des écosystèmes, compromettant ainsi leur préservation réelle. Malgré cela, la logique de compensation est bien ancrée dans les législations environnementales européennes, sous la forme de mécanismes financiers (droits à polluer ou à détruire) ou sous la forme d'aménagements « écologiques » visant à maintenir la biodiversité. À l'heure où les changements climatiques s'impriment de manière locale, on peut craindre que ces écosystèmes naissants et fragiles y résistent mal.

La diversité des moyens d'action s'explique notamment par l'indifférence des pouvoirs publics et l'intensification de la répression.

« NO MACADAM »

Comme d'autres projets d'infrastructure – pensons aux mégabassines – le projet d'A69 a suscité une opposition très forte. Outre la réalisation d'études, la présentation d'alternatives et l'introduction de nombreux recours, « plusieurs ZAD [zones à défendre] ont vu le jour, beaucoup d'occupations dans les arbres et au sol », nous raconte Thomas Brail, un des « écoreuils » ayant élu domicile dans un arbre centenaire pour contester le projet (Voir encadré ci-dessous). Citons également des actions directes telles que le sabotage d'engins de chantier, des grèves de la soif et de la faim. Une diversité de moyens d'action qui s'explique notamment par l'indifférence des pouvoirs publics et l'intensification de la répression.

Thomas Brail poursuit, appuyant les conclusions de certaines instances consultatives : « on ne fait pas une autoroute pour 8 000 véhicules par jour, une autoroute est préconisée pour une fréquentation entre 23 000 et 25 000 véhicules ». Interrogé sur le caractère d'utilité publique de la future A69, notre interlocuteur estime que « la réalité est toute autre. Ce projet est fait pour une entreprise nommée Pierre Fabre [un groupe pharmaceutique et cosmétique]. Cette entreprise a pignon sur rue dans le département du Tarn et a clairement annoncé au gouvernement que si l'autoroute ne se faisait pas, elle n'investirait plus dans le sud du département ». Outre un intense lobbying mené par les dirigeants du groupe depuis au moins vingt ans, on apprendra au printemps dernier que celui-ci détient depuis août 2023 une participation minoritaire dans l'A69⁶.

L'A69 fera peut-être réfléchir les autres porteurs de projets similaires quant à l'utilité et le bien-fondé de futurs projets écocides.

POUR ALLER PLUS LOIN

- Thomas Brail, *L'homme qui sauvait les arbres*, éd. Arthaud, 2022.
- Nelo Magalhães, *Accumuler du béton, tracer des routes. Une histoire environnementale des grandes infrastructures*, La Fabrique, 2024.
- « La Convention d'Aarhus, levier majeur de la démocratie participative dans le domaine de l'environnement », juillet 2024 [www.ieb.be].
- Frédéric Graber, *Inutilité publique. Histoire d'une culture politique française*, éd. Amsterdam, 2022.

Alors qu'aujourd'hui on attend l'issue d'un recours portant sur le contrat de concession signé entre l'État et Atosca, Thomas Brail insiste sur la « forte répression [...] face aux militants et militantes écologiques ». Tout en indiquant que « la mobilisation ne faiblit pas. Une grande majorité de l'opinion publique a compris l'importance majeure de continuer la lutte pour que le volet juridique puisse rendre son verdict. L'A69 fera peut-être réfléchir les autres porteurs de projets similaires quant à l'utilité et le bien-fondé de futurs projets écocides ». *

1. « Atosca rectifie les chiffres cités par la presse et les opposants » [https://via81.fr].
2. « Autoroute A69 : ce que dit la science », [https://www.numerama.com].
3. N. MAGALHÃES, « L'autoroute et le marchand de sable », *Le Monde diplomatique*, avril 2024.
4. Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, « Plantations forestières. 2022, la plus mauvaise année », 06/03/2023 [https://agriculture.gouv.fr/plantations-forestieres-2022-la-plus-mauvaise-annee].
5. « L'A69, une autoroute écolo ? On a vérifié », *reporterre.net*, consulté le 3/7/2024.
6. « Comment le lobby pro autoroute a imposé la liaison Toulouse-Castres » ; « Le groupe Pierre Fabre reconnaît avoir financé l'A69 », *reporterre.net*, octobre 2018 et mars 2024.

L'ONU AU CHEVET DES « ÉCOREUILS »

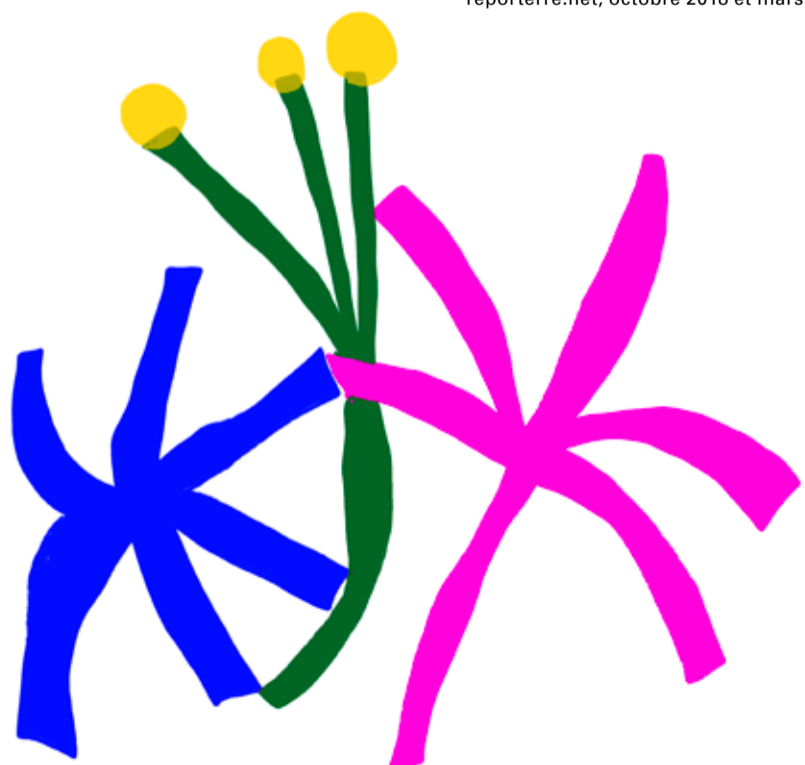
Parmi les opposant-es à l'A69, plusieurs activistes ont décidé d'occuper des arbres sur le site de la « Crem'Arbre » (commune de Saïx) de manière à retarder ou entraver le chantier. Face à la répression des services de l'État, ces « écoreuils » ont déposé plainte auprès du Rapporteur spécial des Nations Unies sur les défenseurs de l'environnement, dont l'action est balisée par la convention d'Aarhus, qui entend favoriser la participation du public aux décisions ayant des incidences sur l'environnement.

Les observations du Rapporteur spécial sont glaçantes : « interdiction de ravitaillement en nourriture et entraves à l'accès à l'eau potable », « privation délibérée de sommeil par des membres des forces de l'ordre », qui entrent « dans le cadre de l'interdiction des traitements cruels, inhumains ou dégradants, visée par l'article 3 de la Convention

européenne des droits de l'homme et des obligations internationales de la France relatives à la Convention contre la torture des Nations Unies ». Au-delà de la situation des « écoreuils », sont également constatés « un usage disproportionné et indiscriminé de grenades lacrymogènes, y compris en direction des arbres occupés ; des arrestations violentes, y compris des coups de matraque, coups de pied et coups de poing portés contre des manifestants au sol ; et des entraves à l'accès des 'médecins' aux secours professionnels, notamment les ambulances »¹.

Bref, le respect de l'« État de droit », notion à laquelle se réfère volontiers le gouvernement français au sujet de l'A69, n'a pas sauté aux yeux de l'ONU.

1. « "Écoreuils" mobilisés contre l'A69 : conclusions du Rapporteur spécial de l'ONU », unric.org

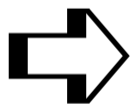




LES FORGES DE CLABECQ TERRES INDUSTRIELLES , ET SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE

La lutte des travailleurs des Forges de Clabecq contre la fermeture de leur usine en 1997 est tout à fait exceptionnelle et n'est pas close. 27 ans après la faillite, ils continuent à se battre pour récupérer la part de leurs salaires prêtés à l'entreprise sous la contrainte. Une solidarité s'organise, mêlant anciens travailleurs, militants politiques et mouvements de résistance des terres et de la récupération de la dette.

CEUX DE CLABECQ ET LE COMITÉ BRUXELLOIS DES SOULÈVEMENTS DE LA TERRE



L'histoire des Forges de Clabecq, de 1972 à 1997, c'est l'histoire d'hommes qui ont tenté de dompter une réalité impitoyable et d'établir un quasi-pouvoir ouvrier au sein de l'usine. Une histoire dont le fil conducteur est l'évolution de la pensée des travailleurs, privilégiant les acquis culturels plutôt que les acquis économiques, la découverte et la mise en valeur des capacités de chacun, la remise en cause des autorités hiérarchiques et l'éradication systématique des pratiques discriminatoires et racistes.

L'extraordinaire de cette épopée se révèle dans les dizaines d'années de construction d'un syndicalisme de base, révolutionnaire, unique dans l'histoire sociale belge de l'après-guerre.

Le récit de Silvio Marra, délégué syndical aux Forges et militant communiste, recueilli dans le livre *Moi, Silvio de Clabecq, militant ouvrier*¹, témoigne de cette aventure collective et humaine d'une inventivité, d'une volonté d'émancipation et d'une démocratie ouvrière tout à fait singulières et jubilatoires.

Les ouvriers de Clabecq se fient à leurs propres forces et à la connaissance de leur métier pour mener leurs combats.

Pour Silvio et ses camarades, le quotidien à l'usine, c'est d'abord s'atteler à déconstruire certaines règles qui règnent dans l'entreprise. Notamment les attitudes de résignation et de peur. Rapidement élu délégué syndical en charge des questions d'hygiène et de sécurité, Silvio témoigne des luttes qui ont eu lieu pendant trente ans pour améliorer les conditions de travail et pour empêcher la fermeture annoncée du site. Les ouvriers de Clabecq se fient à leurs propres forces et à la connaissance de leur métier pour mener leurs combats. Quitte à mettre de côté l'appareil syndical sitôt qu'il a tenté de leur mettre des bâtons dans les roues ou déclaré ne plus rien pouvoir pour eux.

DANS LE QUOTIDIEN DES FORGES

Dans la forge, l'émancipation doit être une œuvre collective. Son poste syndical, Silvio le voit comme un moyen de faire vivre l'«esprit de Clabecq». Dans une entreprise, qui peut être le catalyseur du combat à mener pour la prévention des accidents, la protection de la santé et de la nature, contre les discriminations, le racisme et la fermeture? Les militants syndicaux qui ont une conscience et une formation politiques. Ceux qui rêvent d'un monde meilleur et veulent œuvrer à une autre société. Sans cette vision, le destin des travailleurs est soumis aux aléas des pressions patronales, de l'appareil syndical, des partis politiques, de la presse et de l'idéologie dominante.

À l'arrivée de Silvio aux Forges, 20% du personnel étaient blessés chaque année, qu'ils soient estropiés, paralysés, amputés d'un doigt ou victimes d'un accident suffisamment grave pour être renvoyés à la maison. La sidérurgie concentre en effet tous les risques : le froid, le chaud, les chutes, l'écrasement, l'incendie, l'explosion, l'intoxication aux gaz, l'électrocution, l'utilisation de produits toxiques, la noyade dans les bassins d'eau qui recueillent les pailles du laminoir et même l'exposition aux rayonnements radioactifs.

Prévenir les accidents et préserver la santé des travailleurs, c'est obliger le patron à faire des investissements, mais c'est aussi élaborer une politique de prévention active et efficace grâce à une forte action syndicale et à une participation importante du personnel. Les militants des Forges ont mené le combat pendant dix ans pour retirer l'amiante de l'usine, endroit par endroit, et trouver des matières de remplacement. Résultat, les Forges n'achetaient plus que cent vingt-cinq kilos d'amiante par an en 1987, contre vingt-sept tonnes en 1972.

L'usine renfermait plus de sept cents produits toxiques : des métaux lourds comme le mercure, des solvants, des peintures... L'intoxication des ouvriers était chose courante. Aucune politique d'achat des produits n'existait et aucune réglementation n'était appliquée que ce soit pour les utiliser, les trier ou les éliminer. Des dizaines de boîtes ouvertes et vides polluaient la terre et l'air. Une partie de ces

déchets toxiques, les graisses et les huiles, était évacuée dans la Sennette, la rivière qui traverse les Forges. Des poissons y nageaient avant qu'elle parcoure l'usine, mais plus après! Les Forges empoisonnaient l'eau. En la matière également, les travailleurs ont imposé une politique d'achat sous le contrôle du service médical de l'usine, un règlement d'utilisation des produits, une politique de protection des travailleurs par des masques, des gants, des filtres au-dessus des machines... Ils ont obtenu une politique de tri et de stockage des déchets, afin qu'ils ne soient plus déversés dans la rivière. Après cinq ans, grenouilles et poissons nageaient à nouveau dans la Sennette, à la sortie de l'usine. ➔

Dans la forge, l'émancipation doit être une œuvre collective.



Le capitalisme vole la force de travail des ouvriers, une entreprise productive perd de l'argent car des actionnaires veulent sans cesse plus de dividendes.

EXERCER COLLECTIVEMENT LE POUVOIR

Il existait à Clabecq, comme ailleurs, une conception qu'ils ont combattue pied à pied : celle de «*la délégation qui va faire*». Ce concept est tout à fait erroné, car un délégué ne peut rien obtenir sans mobiliser les travailleurs pour agir ensemble. La politique syndicale menée reflète exactement la position de classe défendue. La droite syndicale veut imposer aux travailleurs un deuxième pouvoir après celui du patron : celui du syndicat. La position de la gauche syndicale, au contraire, encourage les travailleurs à prendre eux-mêmes les responsabilités et à les assumer. Pour cela, la participation de tous et l'unité des travailleurs sont nécessaires.

Un axe essentiel a donc été celui de combattre le racisme : tous les travailleurs devaient être traités de la même façon. Si l'un d'entre eux passait avant les autres parce qu'il sortait de l'école industrielle et a un diplôme, c'était une discrimination qui se faisait sur le dos des immigrés. Pour les anciens et les immigrés, la perspective d'accéder à des postes de brigadier, de contremaître ou de chef de secteur était inimaginable. Le patron proposait, décidait et eux n'avaient même pas le droit de postuler ! Les meilleures places étaient attribuées directement aux ouvriers les plus dociles afin de garder une certaine mainmise sur l'ensemble du personnel. La délégation syndicale a ouvert de nouvelles perspectives en partant de l'idée que la pratique est une école, une autre école, mais une école tout de même. La délégation a réussi à insuffler une idéologie ouvrière de justice sociale. Si l'injustice est supprimée en traitant tous les ouvriers de la même façon et en leur accordant les mêmes droits, le racisme n'a plus de terrain propice où se développer. C'est ainsi que des ouvriers illettrés ont pu accéder à des postes de responsabilité, avec l'aide de leurs camarades pour lire et rédiger les rapports.

La délégation des Forges a créé un comité d'usine parallèle qui rassemblait entre trente et cinquante militants actifs et de gauche. Il se réunissait une fois par mois, en dehors de l'usine, ou chaque fois que la situation l'exigeait. La seule condition pour y participer était l'assiduité. Le comité d'usine était un lieu de débat et de formation politique qui a beaucoup aidé à élever le niveau de conscience des travailleurs aux Forges, il a été jusqu'à rassembler plus de 100 militants. Toute réunion commençait par une formation. Il s'agissait de faire comprendre les clés de la société capitaliste et de faire apparaître cette profonde injustice : ce sont les travailleurs qui produisent la richesse dont s'accaparent

le patronat et les actionnaires. Chaque conflit, petit ou grand, était relié à sa cause, à sa nature. Pour briser une vision selon laquelle les syndicats ne s'occuperaient que du salaire et non du fonctionnement de l'entreprise, les militants ont parlé d'investissements et appris aux travailleurs à lire un bilan d'entreprise.

On a expliqué que le capitalisme vole la force de travail des ouvriers, qu'une entreprise productive peut perdre de l'argent car les actionnaires courent après les dividendes ; on a démontré que la crise qui frappait le secteur de l'acier n'était en rien liée à leur qualité de travail, ou au fait qu'ils coûteraient trop cher ; on a montré que la surproduction d'acier était tout à fait relative (des enfants travaillaient dans les mines à mains nues, tandis que des millions de paysans pauvres travaillaient la terre sans outils).

CRÉER DES ALLIANCES

Le comité d'usine prenait aussi en charge les visiteurs : deux ou trois fois par mois, des groupes de quarante à cinquante personnes visitaient l'entreprise de huit heures à midi, accompagnés par des militants et quelques ingénieurs pour les explications techniques. Plusieurs milliers de personnes ont ainsi visité l'usine. Ces activités s'inscrivaient dans une stratégie contre possible future fermeture : tisser des liens avec des syndicalistes, des étudiants ou des associations était crucial dans un tel contexte.

Les intérêts des travailleurs de Clabecq n'étaient pas différents de ceux de tous les travailleurs de Belgique et du monde. C'est ainsi qu'ils prenaient leur part de responsabilités dans la lutte syndicale du monde du travail, le plus largement possible. Ils étaient présents et intervenaient chaque fois qu'un conflit social émergeait en Belgique. Lors d'une grève à l'usine de Volkswagen, à Caterpillar, quand la direction menaçait les délégués de licenciement et les empêchait de mener à bien leur travail syndical... Ils participaient aussi en nombre aux manifestations, qu'elles soient organisées par les syndicats ou des mouvements antifascistes et antiracistes, contre la guerre, etc.

C'est dans cette longue marche que se sont forgées une confiance, une fraternité et une amitié entre ceux qui participaient à ces mouvements. En est issue une force sociale et politique qui a pu affronter la faillite. Cette force, construite pendant vingt-cinq ans, s'est exprimée comme une puissance de solidarité énorme et très difficile à désorganiser. Quand la faillite des Forges a été déclarée en janvier 1997, les travailleurs ont appelé à une manifestation dans l'usine, précédée d'une marche multicolore contre l'exclusion. 70 000 personnes ont marché ! Et les Forges de Clabecq n'ont pas été fermées !

Les intérêts des travailleurs de Clabecq n'étaient pas différents de ceux de tous les travailleurs de Belgique et du monde.

Cette force, construite pendant vingt-cinq ans, s'est exprimée comme une puissance de solidarité énorme et très difficile à désorganiser.

Mais aujourd'hui, 27 ans après la faillite des Forges de Clabecq, la lutte n'est pas finie. Les travailleurs des Forges veulent et doivent récupérer la part de leurs salaires prêtés à l'entreprise sous la contrainte entre 1994

et 1997, pour – prétendument – éviter la faillite, soit 20 millions d'euros. Une solidarité s'organise, mêlant anciens travailleurs de Clabecq, militants politiques et mouvements de résistance issus d'une nouvelle génération anticapitaliste et anti-impérialiste, comme le réseau ADES, Classe contre classe, le Front d'action révolutionnaire, Occupons le terrain, les Soulèvements de la terre Bruxelles et l'IWW Bruxelles.

UNE LUTTE TOUJOURS EN COURS

Aujourd'hui, deux créanciers s'affrontent pour récupérer 20 millions d'euros : l'État belge, incarné par le ministre des Finances Vincent Van Peterghem, et les anciens salariés des Forges. Pourquoi les 20 millions d'euros doivent-ils revenir aux travailleurs ?

Suite à la vague de récession qui a frappé l'entreprise à partir de 1990-1991, les dirigeants ont commencé par supprimer 300 emplois via des pré-pensions et des départs volontaires (début 1992). Après quoi, le patronat des Forges a imposé unilatéralement une diminution de 10 % du salaire des travailleurs et la suppression du treizième mois. Naturellement, il s'est heurté à la levée de boucliers des délégations syndicales qui, après les mouvements sociaux, ont imposé un rapport de force leur permettant de négocier les choses suivantes : les 1810 ouvriers, les 300 employés, et les 100 cadres consentaient à participer à l'effort général pour tenter de sauver les Forges mais sous forme de prêt à l'entreprise ; les 10% de diminution de leur salaire et la suppression du treizième mois se transformaient en prêt à l'entreprise, censé permettre aux Forges d'économiser 695 millions de francs belges sur neuf mois, soit un peu plus de 17 millions d'euros. Autrement dit, les salariés acceptaient d'«*avancer*» des heures de travail gratuitement dans le cadre du plan de relance des Forges, heures de travail que la direction s'engageait à rembourser dès que la situation le permettrait et au plus tard en juillet 1995. La situation va continuer à se dégrader, le prêt ne sera pas remboursé en 1995, ni au moment de la faillite, en 1997. Ces salaires impayés pendant plus de 3 ans représentent 20 millions d'euros sans les intérêts. Aujourd'hui, la faillite des Forges n'est toujours pas clôturée et la curatelle va récupérer la valeur du terrain de Vilvoorde dans les mois à venir.

UNE DETTE CRÉÉE PAR LES POLITIQUES EUROPÉENNES

La créance de l'État belge envers les Forges ne peut s'expliquer sans que ne soit reconnu le rôle majeur joué par la Commission européenne. La situation en 1992 est assez particulière. En principe, la concurrence au sein de l'Union Européenne (UE) est régulée par une Commission qui proscrit toute aide publique à l'industrie sidérurgique. Le but est simple, prévenir la concurrence «déloyale» que représenteraient des entreprises aidées par des États face à d'autres qui ne le seraient pas. Seulement, la crise du milieu des années 70 frappe si durement l'industrie sidérurgique, que la Commission assouplit l'interdiction du recours aux aides d'État afin que les entreprises puissent être accompagnées dans la restructuration nécessaire du secteur dans son ensemble. La Commission élabore en 1980 un code des aides publiques visant à encadrer cet assouplissement. Après avoir autorisé une dernière salve d'aides publiques, la Commission décide cependant de revenir à l'interdiction totale en 1993. Or, en 1993, le dossier des Forges est toujours en examen. Devant l'ampleur des besoins des Forges pour se remettre en selle, la Commission détient presque l'équivalent d'un pouvoir de veto sur le sauvetage ou non de l'entreprise. Et cela n'a pas raté. Sous les pressions du gouvernement britannique, d'Eurofer et d'entreprises allemandes et françaises, la Commission a finalement déclaré ces aides illégales et a condamné les Forges – c'est-à-dire l'État qui s'était porté garant de ces prêts auprès des banques – à rembourser les montants perçus.

Cette dette créée directement pour protéger le libre marché européen est un élément central dans les revendications de celles et ceux de Clabecq aujourd'hui. En effet, la conséquence directe de cette dette positionne l'État et les anciens travailleurs de Clabecq tous deux en créanciers des Forges. Cette «concurrence» se cristallise autour de la vente d'un terrain situé à Vilvoorde et appartenant aux Forges dont la valeur en l'état correspond au montant dû, soit pour l'État soit pour les travailleurs, mais pas suffisamment pour les deux. Les revendications des anciens travailleurs sont claires : ils demandent à l'État de ne pas se présenter comme créancier prioritaire, créance qu'il ne doit qu'à la politique libérale européenne, face aux anciens travailleurs qui eux, se sont fait voler leurs salaires.

Ces salaires impayés pendant plus de trois ans représentent 20 millions d'euros sans les intérêts. Aujourd'hui, la faillite des Forges n'est toujours pas clôturée.

Les travailleurs, après avoir subi la crise de la sidérurgie mondiale, ont subi le capitalisme d'État qui ne subventionne que le maintien d'une entreprise et non une nécessaire adaptation, à condition qu'elle liquide des outils et donc licencie des travailleurs. Dans la même veine, la politique néo-libérale européenne protège de fait le marché plutôt que les personnes. Les subventions doivent servir à une restructuration liquidant des outils de productions toujours utilisables mais plus assez rentables pour l'actionariat privé.

LEÇON À TIRER

Les Forges de Clabecq ne sont qu'un cas parmi tant d'autres d'entreprises subissant les fluctuations des données du marché mondial. Augmentation du prix de l'énergie, modifications de la demande, mise en concurrence globale, délocalisation de la production vers des pays où les travailleurs sont plus aisément exploitables. En parallèle, le dépassement général des limites planétaires se faisant chaque année un peu plus tôt impose, ou devrait imposer, une refonte totale de la dynamique de production et de la façon de l'aborder. Là où le bât blesse, c'est qu'il est impossible de penser une telle restructuration en laissant aux individus la charge de «se recaser». Et ici apparaît dans sa splendeur l'essence inégalitaire du capitalisme : les propriétaires des moyens de production peuvent à loisir retirer leurs capitaux pour les replacer ailleurs, dans un espace fiscal plus avantageux, quand en tant que travailleurs, votre capital qui est votre force de travail ne peut être déplacé à loisir et recasé quelque part sur la planète où le droit du travail est plus confortable.

Alors, que faire ? Systémiquement, les dirigeants n'avaient qu'une option : réduire la masse salariale. De leur côté, les syndicalistes n'avaient qu'une issue : protéger les personnes composant ladite masse salariale. Les aides d'État étant conditionnées à la restructuration, l'adaptation de la production et de la taille de l'entreprise à la nouvelle demande n'était plus possible sans précariser un nombre important de travailleurs et travailleuses.

Des exemples de résistance au destin capitaliste existent, illustrant la transformation de l'outil de production en une unité plus adaptée à l'environnement direct et aux besoins locaux. Ainsi, à Florence, les travailleurs et travailleuses de l'usine de composants automobiles Driveline GKN se sont vu notifier leur licenciement par courriel du jour au lendemain sans autre motif que les velléités délocalisatrices de la firme propriétaire dues à une baisse des profits. Le jour même de la réception du courriel, les travailleurs et les travailleuses convergent vers l'usine et commencent à l'occuper. Après quelques mois, les travailleurs et travailleuses proposent une récupération de l'usine en autogestion par celles et ceux qui y travaillent pour y produire des vélos cargos, des panneaux photovoltaïques et des batteries sans extractivisme, soit sans lithium, sans silicium et sans cobalt. Ce plan de reprise, élaboré par un comité de solidarité technico-scientifique illustre la devise du mouvement : *Insorgere per Convergere, Converge per Insorgere* (s'insurger pour converger, converger pour s'insurger).

Les solutions existent et la réadaptation de l'appareil productif et des personnes le faisant tourner est primordiale dans l'optique d'une réelle rupture avec le système actuel.

À QUI PROFITE LA FRICHE ?

Il y a aujourd'hui une volonté de revaloriser les zones industrielles en faisant une croix sur leur héritage chimique et toxique, et plus particulièrement les friches se trouvant à proximité de Bruxelles et le long du canal ABC (canal reliant

Anvers à Charleroi en passant par Bruxelles, inner-variant largement l'appareil logistique belge et européen). Les déplacements de capitaux sur les friches industrielles en Wallonie sont accompagnés par un ensemble de dispositifs politiques (comme des partenariats public-privé), scientifiques (via le Décret du Sol par exemple)

et sociaux (grâce au Schéma de développement du territoire, ou SDT), qui rendent à la fois possible et acceptable la construction de logements de standing, de bases militaires ou d'entrepôts logistiques sur des sites irréversiblement pollués.

La réhabilitation des friches industrielles pose donc la question des raisons justifiant des opérations politiques, techniques et financières qui permettent de passer d'une zone de dépossession, contaminée aux métaux lourds et autres polluants, à une zone potentiellement rentable et livrée à la spéculation immobilière.

La lutte pour une transition socialement juste de l'appareil productif vers un modèle écologiquement soutenable ne fait que commencer. Le 10 juillet 2024, l'usine Audi de Forest annonçait un plan massif de restructuration menaçant 1 400 emplois (et peut-être près de 3 000 emplois à terme). Peut-être est-ce le moment de mettre à l'épreuve la méthode italienne de GKN, *Insorgere per Convergere, Converge per Insorgere!* La transformation radicale du système productif étant au cœur de tout programme de «transition» écologique sérieux, la lutte pour la qualité de vie de celles et ceux qui y travaillent est primordiale au même titre que la lutte pour la qualité de vie des paysans et paysannes qui proposent une alternative au complexe agro-alimentaire. *

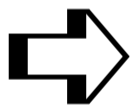
1. F. THIRIONET et S. MARRA, *Moi, Silvio de Clabecq, militant ouvrier*, éd. Agone, 2020.

DES MARAIS

EN LUTTE EN EUROPE

En Région bruxelloise, tout le monde (ou presque) connaît aujourd'hui le marais Wiels à Forest qui a surgi à la place d'un projet abandonné de bureaux. Plus récemment, un nouveau venu émerge à Biestebroek. Mais bien d'autres villes abritent des zones humides dont l'avenir a priori scellé par des projets immobiliers suscite protestations et attachements. Petit tour d'horizon des lacs, marais et zones humides nourrissant la contestation en Europe.

ALLIANCE DU MARAIS BIESTEBROECK¹



Septembre 2022, Rome. Un rituel sur les rives du Lago Bullicante scelle un jumelage avec le Marais Wiels. Septembre 2023, à Forest (Bruxelles), un second rituel célèbre l'alliance qui fait front face aux projets de développement immobilier qui menacent ces plans d'eau. Leur histoire est similaire : le Lago Bullicante est né en 1992, quand les travaux d'excavation pour la réalisation d'un centre commercial percent la nappe aquifère sur le site désaffecté d'une usine de viscosité (soie artificielle). L'implantation de cette usine, qui employa entre 1924 et 1954 jusqu'à 1 800 personnes, dont 60% de femmes, s'explique par la présence de l'eau et la proximité du chemin de fer². Le Marais Wiels surgit à partir de 2007, lorsque les travaux d'excavation pour un chantier de bureaux percent la nappe phréatique avant d'être interrompus par la crise financière de 2008³.

Septembre 2022, Rome. Un rituel sur les rives du Lago Bullicante scelle un jumelage avec le Marais Wiels.

Dans les deux cas, l'accident a permis la génération d'un biotope accueillant dans les ruines du capitalisme industriel. Et dans les deux cas, des alliances locales originales se sont constituées pour défendre le site. À Rome, la résurgence du Lago Bullicante prend source dans le quartier

Prenestino, doté d'une longue tradition d'auto-organisation et de luttes politiques. Des synergies se sont nouées entre le collectif de recherche et d'action Stalker, un centre social occupé et autogéré qui squatte depuis 1995 une partie des bâtiments de l'usine abandonnée), et le Forum territorial, qui se réunit dans le centre d'archives ouvrières situé dans le *Parco delle Energie* voisin. Ensemble, ils se

sont battus et ont obtenu un statut de monument naturel pour le lac. Si ses abords restent soumis à la pression immobilière, la cogestion du site est assumée avec l'administration régionale de l'environnement, qui rémunère les gardiens du lac choisis par la communauté. La dynamique du Lago Bullicante a réuni habitant·es, militant·es, chercheur·euses, juristes et artistes ; elle a identifié le dommage environnemental, reconnu l'importance du lieu et se réunit régulièrement en Forum pour apprendre à prendre soin de son futur. À Bruxelles, les fé·es du Marais Wiels ont trouvé certain·es allié·es et obtenu la préservation de deux tiers du plan d'eau existant, qui sont désormais reconnus à l'Atlas hydrographique. Mais des projets d'aménagement menacent le dernier tiers et donc l'intégrité du marais.

AUX ABORDS DE L'EAU NAISSENT LES VILLES

Ce qui se passe à Bruxelles et à Rome n'est pas l'effet du hasard. Nombreuses sont les grandes villes édifiées le long des rivières et des fleuves. Ces milieux offrent des vallées fertilisées par les sédiments charriés par les cours d'eau, des opportunités de circulation des humains et des marchandises, les ressources d'une force motrice... Mais au XIX^e siècle, l'explosion de l'urbanisation liée à la révolution industrielle entraîne une transformation de ces zones humides en zones industrielles. Les anciens étangs et marais sont asséchés pour permettre le développement des usines. La pollution générée dégrade les écosystèmes. L'affaiblissement des organismes par les conditions de vie et de travail légitime des politiques hygiénistes cherchant à limiter les interactions entre les habitant·es des villes et ces zones humides. Les rivières sont voûtées et les égouts se développent en sous-sol.

Cette eau cachée et maîtrisée sous nos pieds est aujourd'hui à nouveau au centre des intérêts. Des intérêts spéculatifs pour les promoteurs immobiliers, qui s'agitent pour créer de l'habitat au bord de l'eau (les fameux *waterfront*). Des intérêts écologiques, qui se manifestent par une prise de conscience du rôle des zones humides en milieu urbain dans un contexte de changement climatique. Grâce à la présence de l'eau et à l'évapotranspiration des végétaux, ce sont des îlots de fraîcheur dans les milieux urbains denses. Par ailleurs, elles jouent un rôle de recharge des aquifères et de rétention et de tamponnage face aux inondations et crues plus fréquentes. Enfin, elles offrent un potentiel d'épuration des eaux de certaines pollutions – nitrates et phosphates, voire métaux lourds et hydrocarbures – grâce à l'action des roselières et autres biotopes aquatiques⁴. ➔

Cette eau cachée et maîtrisée sous nos pieds est aujourd'hui à nouveau au centre des intérêts.



Diverses études récentes montrent que le contact avec la végétation a un impact positif sur la santé.

Au-delà de ces intérêts évidents et reconnus, diverses études récentes montrent que le contact avec la végétation a un impact positif sur la santé. En milieu urbain, les symptômes dépressifs semblent inversement proportionnels à l'accès à un « environnement vert »⁵. Les adolescent·es qui ont l'occasion de passer plus de temps en contact avec la végétation développent une meilleure estime de soi et des relations sociales plus riches⁶. Autant de bienfaits désirables dans des quartiers denses privés de ces aménités.

Le rôle de ces lieux de reproduction, de ressourcement et de socialisation est évidemment vital. Or selon le secrétariat de la convention Ramsar, nous avons perdu 35% des zones humides naturelles depuis 1970⁷. Cette disparition touche particulièrement les petites zones humides, ainsi entre 30 et 70% des mares auraient disparu en France depuis 1950⁸. Or celles-ci constituent l'habitat des populations d'espèces d'eau douce, lesquelles ont décliné, au niveau mondial, de 83% entre 1970 et 2014⁹.

DE L'EAU NAISSENT LES LUTTES ET LES ATTACHEMENTS

Face à ces constats désastreux, au-delà de Rome et Bruxelles, d'autres communautés luttent pour la survie matérielle des zones humides et leur reconnaissance juridique et politique.

Les vastes *Lagunas de Ambroz*, un ancien site d'extraction de graviers à Madrid, accueillent des milliers d'espèces, dont 146 espèces d'oiseaux. Cette nouvelle halte migratoire est défendue par *Ecologistas en Accion*, une confédération de 300 associations, et la société espagnole d'ornithologie, contre un projet de développement immobilier, la « Nouvelle centralité de l'est ». Une alliance entre des habitant·es de ce quartier périphérique, des écologistes militants et des ornithologues amateurs s'oppose à ce projet qui prétend amener un bilan positif en matière de « renaturalisation » et d'« infrastructures vertes » en mettant en avant la plantation d'un « Bois Métropolitain » sur la zone humide¹⁰.

Dans le nord de Berlin, les locataires des grands ensembles du parc Ernst Thälmann s'opposent aux loyers élevés (qualifiés de « folie des loyers ») et aux promoteurs qui souhaitent construire sur la moitié du parc. Ils manifestent également contre les expulsions locatives et contre les abattages d'arbres dans toute la région¹¹. Les habitant·es y défendent en outre leur minuscule étang de quartier, le *Kiezteich*, jusqu'à se cotiser pour lui amener de l'eau au tuyau d'arrosage pendant l'été. Ils ont entretenu la pompe qui oxygène l'étang, construit de petits îlots pour l'avifaune, aménagé une piscine pour chiens (pour éviter qu'ils ne se baignent dans le plan d'eau), installé

des panneaux pour décourager le nourrissage. Cet attachement viscéral a convaincu la société de logements sociaux *Gewobag* de ne pas combler l'étang et de soutenir l'association. Par ailleurs, l'étang, le parc et les logements sont construits sur les terrains d'une usine à gaz qui a durablement pollué les sols et les eaux souterraines. Pour y remédier, un système complexe et permanent de dépollution a été mis en place par la municipalité de Pankow et le Sénat de Berlin. Une roselière a été installée en 2023 afin d'épurer les polluants résiduels, ce qui devrait permettre d'utiliser l'eau pour alimenter le *Kiezteich* et arroser le parc.

Au sud de Berlin, le maintien en friche de l'aéroport désaffecté de Tempelhof a été acté par un référendum en 2014, ce qui freine les projets de développement paysager et immobilier. Les architectes activistes de la *Floating University*¹² ont obtenu en 2024 la renaturalisation plutôt que le démantèlement du bassin d'orage de l'aéroport, sur lequel ils ont installé des constructions légères sur pilotis. Pour les gestionnaires actuels de Tempelhof, la rétention d'eau, dans le bassin transformé en zone humide urbaine, se justifie au regard des coûts annuels de l'évacuation des eaux pluviales dans le système de canaux berlinois. Les pratiques de l'association *Floating* ont obtenu un prix à la Biennale de Venise en 2021 et, en 2023, un prix décerné par le Nouveau Bauhaus européen, une initiative de la Commission européenne dotée de 380 millions d'euros qui « fait le lien entre le Green Deal européen, notre vie quotidienne et nos espaces de vie ». La dynamique de la *Floating* est évidemment bien différente du modeste *Kiezteich*. Ces deux expériences berlinoises témoignent toutefois de la reconnaissance de l'importance des zones humides, renforcée par les changements climatiques en cours.

Un tour d'horizon plus large nous apprend que dans de nombreuses métropoles, des zones humides surgissent dans les ruines des projets avortés de spéculation immobilière, dans les grandes infrastructures échouées ou dans les cicatrices laissées par l'industrie extractive. Une carte de ces lieux particuliers présente des espaces classés récemment comme le lac Vacaresti à Bucarest, le London Wetland Centre ou le Ruzinov Strkoveck à Bratislava mais aussi des carrières désaffectées rattrapées par la métropolisation, qui ont attiré l'attention des riverains à Montréal (carrière Francon) et Cracovie (carrière Libana), ainsi qu'un lac cerné par l'expansion urbaine à Tunis (sebkhat Sijoumi).

D'autres communautés luttent pour la survie matérielle des zones humides et leur reconnaissance juridique et politique.

Des zones humides surgissent dans les ruines des projets avortés de spéculation immobilière.

PENDANT CE TEMPS À BIESTEBROECK

Biestebroek (étymologiquement : le Marais de la Jonchaie¹³) est un lieu-dit à Anderlecht. Jadis le Broeckbeek, ruisseau naissant à Dilbeek, quelques kilomètres en amont, s'y jetait dans la grande plaine alluviale et marécageuse de la Senne qui s'étend au sud et sud-ouest de la ville – plaine que sillonnaient plusieurs bras de la rivière et que drainaient de nombreux fossés (*grachten*). Au cours des siècles, les marais ont été transformés en pâtures « *beemden* » – régulièrement inondées. À Biestebroek et au hameau tout proche de Cureghem, les eaux du Broeckbeek et de la Senne actionnent jusqu'au début du xx^e siècle les roues de plusieurs moulins à moudre le grain, carder la laine ou broyer les écorces pour la tannerie. La construction du canal de Charleroi ouvert à la navigation en 1832 puis le chemin de fer vers Mons dès 1841 favorisent le développement de premières industries gourmandes en eau (teintureries, fabrique de cotonnades). La rive gauche du canal s'urbanise mais, vers 1830, trois étangs subsistent encore. Le dernier sera asséché en 1907, laissant place à une brasserie industrielle construite en 1913 et agrandie en 1925 : la brasserie Atlas.

En rive droite, ce n'est que dans les années 1970 que toute trace de ruralité s'efface pour accueillir les industries désireuses de se rapprocher du nouveau ring. La Région bruxelloise en fera une de ses zones d'industrie majeures (235 hectares), y interdisant la construction de logements. Mais vers 2010, les appétits immobiliers se réveillent. L'architecte-promoteur De Bloos propose de construire sur le bassin de Biestebroek une marina bordée de logements de luxe. Le projet à de quoi heurter dès lors qu'il s'implante au milieu de quartiers populaires densément peuplés : de 18 à 34 000 habitant·es par km² (alors que la moyenne est de 7 440 habitant·es par km² pour la Région). Le revenu imposable médian des habitants y est de 17 800 euros (en 2019 contre un revenu régional moyen de 20 420 euros) avec un taux de chômage supérieur à la moyenne régionale, particulièrement parmi les migrant·es et les jeunes, et une dépendance accrue aux aides sociales. La diversité de la population et les difficultés d'accès aux droits accentuent les problèmes de précarité et d'exclusion, révélant les défis persistants d'un racisme systémique à Anderlecht.

En 2013, la Région embraye: elle réforme son Plan régional d'affectation des sols (PRAS) pour autoriser la construction de logements, jusqu'alors interdits, sur 30 hectares de la zone d'industrie urbaine. La commune d'Anderlecht suit en 2017 en adoptant un Plan communal d'affectation des sols (PPAS) qui prévoit un bassin pour des bateaux de plaisance (yachts) sur le site où la Royal Dutch Shell stockait et écoulait des hydrocarbures jusqu'en 1994. Un an plus tard, la Région délivre le permis du projet «The Dock»: une marina pour 45 yachts, 302 logements, un hôtel, des commerces, des bureaux et un parking souterrain. Suite au recours d'IEB, le Collège d'environnement constate en juin 2018¹⁴ le manque d'étude des impacts environnementaux et annule le permis. Le propriétaire revend le terrain au promoteur Vervoordt Real Estate. En 2023, ce dernier introduit une nouvelle demande de permis pour 343 logements privés, 11 commerces et 184 places de parking. Il présente son projet comme une «*machine écologique exemplaire*» alors qu'il imperméabilise la parcelle à 75 % et détruit le milieu marécageux existant.

Lors de la mise à l'enquête publique de ce nouveau projet, les associations qui résistent à l'implantation voisine de la tour de logements Key West¹⁵ attirent l'attention des défenseurs de la biodiversité sur la richesse du site. En effet, suite au démantèlement et à la démolition des installations de stockage d'hydrocarbures de la société Shell (2004), la partie nord du site a été excavée créant une dépression assez profonde et difficile d'accès. Celle-ci est à l'origine de l'apparition du marais: le plan d'eau permet le développement d'une roselière. Natagora crée un site Marais Biestebroek sur observations.be où les naturalistes amateur·es recensent plus d'une centaine d'espèces, notamment 30 espèces d'oiseaux et des tritons¹⁶. Le marais est devenu un maillon important d'un chapelet de zones naturelles, jouant le rôle d'aire de repos, voire de séjour pour la faune. Préserver le marais qui s'est constitué, c'est maintenir un couloir écologique dans les quartiers denses du canal qui voient les habitats toujours plus grignotés par des gros projets immobiliers: City Dox, Key West, The Quay... C'est ce qu'ont bien compris des habitant·es et associations qui se battent aujourd'hui pour contrer The Dock et préserver le marais et ses aménités sociales et écologiques. À l'heure qu'il est, le projet a reçu l'aval de la commission de concertation moyennant de nombreux ajustements.

Vervoordt Real Estate présente son projet comme une «*machine écologique exemplaire*» alors qu'il imperméabilise la parcelle à 75 % et détruit le milieu marécageux existant.

Les eaux du Broeckbeek et de la Senne y actionnent jusqu'au début du xx^e siècle les roues de plusieurs moulins.

Ce bref aperçu nous montre que dans de nombreuses métropoles européennes, les zones humides, qui ont subi pendant plus d'un siècle l'expansion industrielle, représentent à présent d'importantes réserves foncières dans des quartiers centraux et encore populaires. Les projets immobiliers qui s'y développent ne tiennent nullement compte des besoins existants et leur impact environnemental risque d'aggraver la situation précaire des habitant·es et riverain·es de ces marais urbains. À ce titre, le Marais Biestebroek, le Marais Wiels et le Marais de la Porte de Ninove représentent autant de résurgences à défendre. Tout comme les zones humides, objets d'attention et de tension, à Rome, Madrid, Berlin ou Bucarest.

S'ABREUVER À LA SOURCE DES TROIS ÉCOLOGIES

En 1989, Félix Guattari propose d'associer l'écologie scientifique, qui s'attache aux relations biologiques au sein d'un environnement physique, l'écologie politique, qui implique une attention aux déterminants sociaux, et l'écologie psychique, qui prend en compte les dimensions mentales souvent négligées des rapports aux milieux de vie. Il raconte: «*Deux bassins de verre: l'un rempli d'eau polluée, telle qu'on peut la recueillir dans le port de Marseille et où évoluait une pieuvre bien vivante, l'autre rempli d'une eau de mer pure de toute pollution. Une pieuvre est sortie du bassin pollué et plongée dans l'eau "normale". Au terme de quelques secondes, on voit l'animal se recroqueviller, s'affaïsser et mourir.*» Il en déduit que «*moins que jamais la nature ne peut être séparée de la culture et qu'il nous faut apprendre à penser transversalement les interactions entre écosystèmes et univers de référence sociaux et individuels*»¹⁷. Partir de l'existant, des singularités des territoires et de ceux qui y vivent est un premier pas pour lier les écologies et lutter contre l'aliénation capitaliste. Autour des marais bruxellois, parmi celles et ceux qui se manifestent pour leur persistance, apparaît la nécessité de tenir ensemble ces trois écologies: le registre de l'environnement, celui des rapports sociaux et celui de la singularité de chaque être vivant. Le ballet des étourneaux au bord d'un marais, le riverain qui s'en émerveille, l'activiste du droit à la ville qui défend la valeur d'usage du lieu contre sa valeur marchande, l'habitant·e qui dénonce le racisme environnemental que subit son quartier, chacun·e s'intéresse au lieu à partir de ce qui importe à ses yeux et risque de disparaître par la pression spéculative qui creuse encore d'insupportables inégalités sociales et environnementales... Les histoires et expériences des zones humides résurgentes constituent autant de sources d'inspiration, pour la composition d'alliances, pour le soin et la persistance des biotopes, pour la reconnaissance des droits des vivants et la préservation de la magie d'un lieu. *

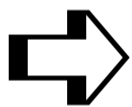
Partir de l'existant, des singularités des territoires et de ceux qui y vivent est un premier pas pour lier les écologies et lutter contre l'aliénation capitaliste.

1. Pour en savoir plus sur l'histoire singulière vdu Marais Biestebroek, lisez: A. WEI (LIEU-ULB), M. BASTIN (TFJ et EGEB) et C. SCOHIER (IEB), «*La résurgence du Marais Biestebroek*» sur <https://www.ieb.be/La-resurgence-du-Marais-Biestebroek>.
2. <https://www.socialter.fr/article/rome-lago-bullicante-ruines> et <https://lagoexsna.wordpress.com/>.
3. C. SÉNÉCHAL et D. DELAUNOIS, «*Le Marais Wiels: le terrain des possibles!*», 2020, www.ieb.be.
4. M. BASTIN et N. RAMY, «*La phytoremédiation, qu'est-ce que c'est?*», États généraux de l'eau à Bruxelles, 2022, <https://www.egeb-sgwb.be/article388.html>.
5. "Association between Urban Greenness and Depressive Symptoms: Evaluation of Greenness Using Various Indicators" [<https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/30634488/>].
6. P. DAVDAND, S. HARIRI et al., "Use of green spaces, self-satisfaction and social contacts in adolescents: A population-based CASPIAN-V study", octobre 2018.
7. Secrétariat de la Convention sur les zones humides (Ramsar), «*Perspectives mondiales des zones humides*», 2021.
8. C. PALAU DAVAL, *Petites étendues d'eau, grands enjeux: Réflexions autour des mares*, éd. l'Harmattan, 2019.
9. A. J. REID et al., "Emerging Threats and Persistent Conservation Challenges for Freshwater Biodiversity", *Biological reviews of the Cambridge Philosophical Society* 94.3, 2019, p. 849-873.
10. «*El proyecto Nueva Centralidad del Este, incompatible con la conservación de las lagunas de Ambroz*», mai 2023 [<https://seo.org/>].
11. <https://www.kiezreich.de/>.
12. <https://floating-berlin.org/>.
13. J.-J. JESPERES, *Dictionnaire des noms de lieux en Wallonie et à Bruxelles*, éd. Racine, 2011, p. 173.
14. «*Avis d'IEB sur le projet The Dock sur l'îlot Shell*», janvier 2018 [www.ieb.be].
15. C. SCOHIER, «*Key West: un Far West immobilier à Biestebroek*», in *Bruxelles en mouvements* n° 311, 2021 [www.ieb.be].
16. <https://observations.be/locations/696773/>
17. F. GUATTARI, *Les Trois Écologies*, éd. Galilée, 1989, p. 34.

EXARCHIA DANS LE VISEUR

Exarchia, ancien quartier étudiant du centre d'Athènes, est connu pour ses dynamiques autogestionnaires et son histoire de luttes. Depuis l'arrivée au pouvoir de Mitsotakis et de la droite en 2019, le gouvernement grec déploie des moyens considérables pour « nettoyer » le quartier. Que ce soit par la répression ou par le développement immobilier et touristique du quartier. Au cœur de cette stratégie de transformation se trouve un projet de station de métro sur la place du quartier...

BARBARA, ASSEMBLÉE « NON AU MÉTRO SUR LA PLACE D'EXARCHIA »



En août 2022, sous la chaleur estivale du quartier d'Exarchia en pleine gentrification, à part les touristes qui se déplacent, des rumeurs circulent : on va clôturer la place d'Exarchia et la colline de Strefi alors que la plupart des habitant·es sont en vacances. En effet, la place d'Exarchia devrait accueillir une station de métro de la ligne 4 et la colline, un parc privé pour le plaisir des vacanciers séjournant dans les propriétés de la société privée Prodea¹, situées à proximité.

Depuis l'aube, habitant·es et habitué·es du quartier se relaient en attendant l'assaut des barrières métalliques sur ces deux lieux. Le 9 août, à 5 heures du matin, des forces de police, lourdement équipées, encerclent la place. La fête commence...

AFFAIRES, POTS-DE-VIN ET TERREUR: LA POLICE SE CHARGE DU DÉVELOPPEMENT URBAIN

Le jour-même, dès le matin, les manifestant·es s'opposent à la destruction de l'unique place du quartier et font face aux policiers. Il·es sont aspergé·es de produits chimiques, interpellé·es et arrêté·es. La même scène se répète le soir, alors qu'un millier de personnes défile avec des banderoles et des slogans autour de la place. Depuis ce jour, la police surveille le chantier 24 heures sur 24, campant à chaque coin de la place. Les agressions verbales, sexistes et physiques de leur part sont monnaie courante.

Pendant les semaines et mois qui suivent, l'assemblée « Non au métro à la place d'Exarchia »², qui se réunit chaque semaine depuis mai 2021, met en lumière les nombreuses failles dans la conception de la station. Les immeubles de la place, y compris le célèbre immeuble bleu classé au patrimoine de l'UNESCO, n'ont pas fait l'objet d'études structurelles suffisantes au préalable. Aucune mesure préventive n'a été prise pour atténuer les nuisances sonores ou les poussières générées par le chantier. Cerise sur le gâteau : d'après le constat des habitant·es lors d'une inspection de la pépinière municipale, les 70 arbres de la place n'ont pas survécu à leur « transplantation » en l'absence des soins agronomiques nécessaires. De plus, l'extension du chantier a été faite au mépris des normes de sécurité, ne laissant même pas la place pour le passage des véhicules de secours à certains endroits. Pour finir, les habitant·es n'ont jamais été informé·es de quoi que ce soit, Elliniko Metro³ n'ayant pas jugé nécessaire de fournir le moindre détail malgré le caractère public du projet. L'impunité dont jouit l'entreprise est résumée dans un commentaire du PDG : il s'agirait d'un projet d'utilité publique et celui-ci ira de l'avant, peu importe l'opposition des résident·es, c'est-à-dire malgré le fait que ceux et celles à qui le projet est destiné n'en veulent pas. L'évidence est là. Ce projet de station de métro est un règlement de comptes politique, une attaque du gouvernement contre Exarchia.

Les habitant·es n'ont jamais été informé·es de quoi que ce soit, Elliniko Metro n'ayant pas jugé nécessaire de fournir le moindre détail malgré le caractère public du projet.

POUR ALLER PLUS LOIN

L'article ci-présent fait suite à celui paru dans le *Bruxelles en mouvements* n°319, juillet-août 2022 : Eva Betavatz, « Exarchia : en lutte contre la gentrification » [<https://www.ieb.be/46396>].

Depuis lors, les réactions et les mobilisations sont quotidiennes. Les habitant·es du quartier et ceux et celles qui y travaillent ont compris que le projet ne visait pas à améliorer leur vie. Il a pour but de les faire partir pour faire place aux investissements touristiques. Il tente d'empêcher qu'Exarchia ne reste un lieu de résistance. Il s'agit d'effacer la mémoire du quartier, son histoire, et d'étouffer

toute critique du gouvernement. Néanmoins, les habitant·es incarnent la mémoire et l'histoire du quartier. Ainsi, leur prise de conscience les pousse à réagir de plus en plus vivement. En parallèle à une action en justice et un recours devant le Conseil d'État⁴, ils se réapproprient les espaces restants. Des fêtes avec des spectacles de théâtre et de la musique animent les rues. Des

manifestations partent de la place, passent par le parc autogéré de Navarinou⁵, descendent vers le squat Notara 26⁶ et remontent vers la colline Strefi. Des banderoles portant des slogans apparaissent sur les fils barbelés des clôtures de chantier. Des flyers sont distribués aux passants, commerçants et clients. Ces mobilisations attirent de plus en plus de monde, car les enjeux d'Exarchia résonnent avec ceux de toute la ville.



Ce projet de station de métro est un règlement de comptes politique, une attaque du gouvernement contre Exarchia.

SI NOUS NE RÉSISTONS PAS SUR LES COLLINES ET LES PLACES, NOS VILLES APPARTIENDRONT BIENTÔT AUX ENTREPRISES

L'attaque contre Exarchia se déploie sur plusieurs fronts. Elle vise à mettre fin à la résistance contre l'étouffement provoqué par la suppression des espaces libres et publics. C'est pourquoi la même scène se répète sur la colline Strefi. Des forces de police gardent les clôtures de chantier et contrôlent les usager-es, tout en laissant les touristes circuler librement. Des incidents absurdes se produisent : des parents protestant contre la présence policière sur un terrain de basket, sont battus devant leurs enfants et des policiers anti-émeutes poursuivent des promeneur-es avec leurs chiens. Des ingénieurs sans licence supervisent les travaux, protégés par des policiers qui menacent de faire arrêter les habitant-es protestataires. Il devient évident qu'à Exarchia, projets de « revitalisation » et forte présence policière vont de pair. Même les représentations théâtrales des écoles locales sont interdites, jugées dangereuses pour le chantier. Malgré tout, la persévérance des habitant-es et des usager-es de la colline, seul poumon vert du quartier, porte ses fruits. Après qu'il-es ont exposé les problèmes du réaménagement et poursuivi la municipalité et l'entreprise privée en justice, la bataille est gagnée. Peu après les élections municipales de 2023, Prodea retire ses plans de réaménagement et la police quitte les lieux. Cependant, la municipalité, refusant la

défaite, continue d'envoyer des patrouilles policières pour maintenir une pression constante. Le message est clair : l'opposition aux pratiques gouvernementales sera sanctionnée et les usagers ne resteront pas tranquilles. La victoire est en demi-teinte avec un léger goût amer.

En effet, le commentaire d'un policier des forces anti-émeutes (les MAT) est révélateur : « Allez, il est temps que vous dégagiez, qu'Exarchia devienne enfin un quartier normal. » Un quartier normal, selon eux, serait habité par des résident-es calmes et obéissant-es, acceptant sans protester tout ce qui détruit leur vie...

TOURISME ET TERRORISME POLICIER, UNE COMBINAISON EXPLOSIVE

À Exarchia, on entend de plus en plus souvent des gens s'exclamer : « Je n'en peux plus des touristes. » Cette phrase est désormais prononcée par des personnes qui ne sont pas activement impliquées dans une lutte ou un combat quotidien pour le quartier. Comment ce changement s'est-il produit si soudainement ? Est-ce le résultat d'un processus de longue date plutôt que d'un événement survenu du jour au lendemain ?

Ce qu'il se passe à Exarchia est une miniature des processus à l'œuvre dans toute la Grèce. Tout est bradé au profit du tourisme, devenu l'industrie dominante du pays. Les appartements

de luxe, les Airbnb, les restaurants, les cafés, et les magasins branchés remplacent progressivement les habitations et commerces de quartier. Au début, c'était charmant d'entendre d'autres langues et de rencontrer des personnes venues d'ailleurs, porteuses de cultures différentes. Puis, nous avons constaté la disparition rapide de tout ce qui constituait le quotidien des habitant-es d'Exarchia pour faire de la place aux touristes. La mutation est devenue évidente avec l'augmentation des prix au marché du samedi à Kallidromiou, où même les tomates sont devenues un luxe. Le luthier de Benaki a fermé pour être remplacé par un bar à vin avec des verres à 10 euros, et mon amie Sophia a dû déménager car l'appartement qu'elle louait depuis douze ans allait devenir un Airbnb. Les lieux emblématiques d'Exarchia, autrefois symboles de mémoire et de révolte, sont désormais des étapes

Tout est bradé au profit du tourisme, devenu l'industrie dominante du pays.

de visites guidées pour touristes. Nous avons commencé à nous sentir comme des animaux en cage, exposés aux touristes qui commentent nos luttes pour la justice sociale autour d'un café. Beaucoup d'amis et voisins ont dû quitter

le quartier suite à des augmentations de loyer de 300%. Le bruit incessant a rendu le sommeil impossible si l'on ne suit pas les horaires des magasins en bas de chez soi. Notre quartier est devenu un terrain de jeu pour touristes? ➔

Alors, « manifestons, peut-être qu'ils nous entendent et agiront ». Détruire le tissu urbain au profit du tourisme est inacceptable. Les protestations sont fréquentes et nombreuses. Lors de la destruction de la place, nous avons défilé plusieurs fois. L'État restait sourd, mais la police, présente, répondait systématiquement avec des gaz lacrymogènes, de la répression. Tandis que les touristes dégustaient leur vin dans les restaurants de Valtetsiou, les habitant·es d'Exarchia étaient aspergés de produits chimiques sur la place. Les affrontements avec la police sont devenus viraux sur TikTok, montrant des forces de l'ordre pourchassant les manifestant·es dans les ruelles, dépassant des touristes tranquillement attablés.

Les institutions et les lois de l'État bourgeois sont censées fixer des limites et assurer la coexistence pacifique des citoyen·nes. Mais lorsque l'État applique deux poids deux mesures, les citoyens prennent les choses en main. À Exarchia, cela se traduit par des attaques à la peinture sur les appart-hôtels de luxe et les immeubles Airbnb, des agressions verbales contre les vacancier·es et les hipsters, et l'expulsion systématique des touristes des fêtes auto-gérées. Face à l'indifférence de l'État, les habitant·es ne se préoccupent plus de l'image du pays. Le dilemme est simple : c'est eux ou nous.

PLANTATIONS, TRANSPLANTATIONS, CROISSANCE VERTE ET AUTRES FABLES

Été 2024. Les températures ont déjà atteint 45 degrés. Les gens cherchent désespérément un coin d'ombre pour se tenir debout et reprendre leur souffle. La colline Strefi et la place Exarchia étaient les seuls espaces verts du quartier. Aujourd'hui, les arbres de la place ont été détruits. Les derniers ont été arrachés pendant la canicule. « Nous nous soucions de l'équilibre écologique. Les arbres de la place Exarchia seront transplantés dans la pépinière de la ville et nous planterons 2000 autres arbres dans d'autres parties de la ville. Nous les ramènerons sur la place dès que les travaux du métro seront terminés », explique Elliniko Metro. Un tonnerre de rires accompagne ces déclarations. Personne n'est dupe.

Il était impossible d'introduire la machine adaptée pour la transplantation sur la petite place ; on a donc procédé avec les moyens disponibles, en ignorant les protestations des habitant·es qui rappelaient que le Conseil d'État ne s'était pas encore prononcé sur la légalité de la construction de la station de métro. Les questions abondent : comment des arbres transplantés à cinq kilomètres de là pourraient-ils améliorer le microclimat local ? Comment de vieux arbres pourront-ils survivre après avoir été déracinés en pleine canicule ? Pourquoi croire l'entreprise alors que les arbres transplantés d'autres chantiers sont morts ? Avec la disparition des végétaux et l'accumulation de chaleur due à la tôle des clôtures du chantier, que feront les habitant·es des étages de la place ? Une étude récente, réalisée par des habitant·es d'Exarchia à l'aide de thermocaméras, a révélé que la température sur le chantier atteignait 61 degrés Celsius, avec une température nocturne minimale de 38 degrés.

Par conséquent, tout le monde se demande pourquoi il est si difficile de déplacer la station de métro, malgré les signes indiquant que la petite place est un mauvais choix. On nous dit que cela coûte trop cher. Pourtant, plus loin, au parc de Rizari, Elliniko Metro a reconsidéré la construction de la station après une demande de l'armateur Nikos Pateras pour sauver les arbres du parc. À Agia Paraskevi, un peu en dehors du centre d'Athènes,

l'église et la municipalité ont obtenu l'annulation du permis pour préserver l'activité commerciale de la place. Peut-être qu'Exarchia ne mérite pas d'arbres ni de fraîcheur, faute de pouvoir financier. Les critères de construction semblent bien être dictés par des considérations de classe.

SQUARE, STREFI, ÉCOLE POLYTECHNIQUE, EXARCHIA N'ENTRE PAS DANS UN MUSÉE

Exarchia change rapidement et violemment. Ce qui prenait autrefois deux ans se réalise désormais en six mois. Les personnes revenant dans le quartier après une longue absence sont stupéfaites par les transformations. L'afflux d'investissements engloutit tout, faisant surgir du jour au lendemain de nouveaux restaurants et bâtiments destinés à la location saisonnière. En face du squat Notara 26, un immeuble de luxe appartenant à une entreprise israélienne va voir le jour. Les forces de police surveillent les lieux de rencontre politique, mettant à l'épreuve notre endurance. L'ancien café « étudiant » de nos parents où résonnait le juke-box, est devenu une chaîne de supermarchés. Les vieilles maisons ont été achetées par des nouveaux riches grecs qui y organisent des fêtes bruyantes avec prostituées de luxe et drogues. Dans le bas de la rue Solomou, un restaurant de luxe nourrit des mafieux avec des montres en or et des personnalités politiques, dont le premier ministre qui fait semblant de ne rien voir de ce qui se passe à l'extérieur. Pendant ce temps, les toxicomanes, laissés dans un état misérable par les politiques sociales, errent à deux pas de là. Le quartier est désormais envahi par des mafieux, en uniforme ou non.

Toute personne exprimant une plainte risque d'être arrêtée. Ceux et celles qui osent contester la réalité présentée à la télévision sont immédiatement ciblés. Ceux et celles qui se demandent comment les habitant·es de ce quartier supportent que la police surveille chacun de leurs mouvements sont étiquetés comme gauchistes ou « sales anarchistes » – caractérisation classique des résident·es et des habitué·es du quartier.

La température sur le chantier atteint 61 degrés Celsius, avec une température nocturne minimale de 38 degrés.

L'avenir d'Exarchia n'est pas encore scellé. Le quartier est en pleine effervescence et lutte de toutes ses forces. Bien qu'il lui manque son centre, sa place, son point de référence, il refuse de céder. Il ne veut pas voir son histoire, sa vie et sa mémoire transformées en musée. Même dans les régions les plus isolées du pays et à l'étranger, la vendetta politique est manifeste. Plus que jamais, la résistance d'Exarchia est pleinement justifiée. Comme le proclame une banderole, « Aujourd'hui Exarchia, demain toute la ville ». *

1. <https://prodea.gr/en/>
2. <https://oximetrostinplateiaexarcheion.com/>
3. Société anonyme grecque dont l'État est l'unique actionnaire. Elle est propriétaire et développe le réseau ferroviaire d'Attique et de Thessalonique.
4. <https://oximetrostinplateiaexarcheion.com/2022/11/02/δελτίο-τύπου-αίτηση-ακύρωσης-και-ανασ>
5. Friche urbaine occupée depuis 2009 et transformée en parc géré collectivement par ses usager·es [<https://parkingparko.espvblogs.net/>].
6. Squat d'habitation accueillant depuis 2015 des personnes migrantes et réfugiées.
7. Le récent incendie qui a ravagé la seule forêt de l'île d'Hydra illustre bien la transformation du pays en parc d'attractions pour riches touristes. Cet embrasement a été causé par des feux d'artifice tirés en pleine canicule. Divertissement d'oligarques kazakhs, repartis sans être inquiétés tandis que les employés du bateau sont poursuivis en justice.

Le quartier est en pleine effervescence et lutte de toutes ses forces. Bien qu'il lui manque son centre, sa place, son point de référence, il refuse de céder.



À ANDERLUES ET AILLEURS...

CONSTRUIRE UN PAYS

ENTRE LUTTES DE TERRITOIRES ET ÉCOLOGIE POPULAIRE

Nous sommes désormais nombreux·ses à savoir qu'il est vital de dépasser, à travers nos pratiques et nos luttes, la mise en concurrence que le capitalisme produit entre enjeux sociaux et écologiques. C'est précisément le parti-pris des Actrices et acteurs des temps présents, depuis leur naissance d'une rencontre entre métallurgistes et agriculteurs en 2013.

PAUL HERMANT, ACTEUR DES TEMPS PRÉSENTS

La lutte peut aller chercher loin, fouiller profond. On est parti au combat, on se demande pourquoi.



Les semaines et les mois qui viennent vont remettre le local à l'agenda politique. On entend ici et là que pourraient bien s'y trouver les réponses aux très nombreuses questions qu'ont suscitées les résultats électoraux de France comme de Belgique. Aller à la rencontre de ce peuple perdu de vue devient une priorité pour les partis qui n'ont pas compris d'où venait ce coup de barre à droite, voire très très à droite... Pourtant jusqu'ici, les représentants politiques ont plutôt snobé les formes de solidarités qui s'y construisent « par le bas », quand ils ne sont pas directement entrés en conflit ouvert avec elles. Les luttes de territoires, les luttes sociales ou l'écologie populaire tentent précisément, chacune à leur façon et assez peu souvent de façon concertée, de refonder des zones d'audace, d'autonomie et d'entraide qui sont autant de repoussoirs pour des partis réactionnaires pourtant tellement amoureux des terroirs...

Aller à la rencontre de ce peuple perdu de vue devient une priorité pour les partis qui n'ont pas compris d'où venait ce coup de barre à droite, voire très très à droite...

À Anderlues existe, depuis presque deux ans, un lieu dénommé « Hôtel du Peuple » qui loge dans ce qui était l'ancienne poste centrale de la commune des personnes à l'habitat précaire. Familles monoparentales, retraités à la maigre pension, demandeurs d'asile en attente de statut, jeunes gens en recherche d'un habitat collectif, l'Hôtel est accueillant. Le groupe qui en est à l'initiative provient tant des milieux zadistes que des gilets jaunes et l'offre de logements n'est pas sa seule proposition pour un voisinage qui vit des appauvrissements empilés et durables. Il y existe aussi une donnerie de vêtements et d'objets, un dépôt de colis alimentaires, une école de devoirs : le squat est ouvert tous azimuts, même le carnaval s'y prépare et Saint-Nicolas s'y fête en fanfare. Les gens de l'Hôtel viennent également en aide aux maraîchers locaux en échange, ou non d'ailleurs, de légumes frais. Voilà typiquement une situation qui tient de la lutte de territoire, de la lutte sociale et de l'écologie populaire et qui pourrait donc bien intéresser celles

et ceux qui pensent que les quartiers détiennent les clés du futur démocratique. Qui pourtant sera étonné de constater que le pouvoir politique local est très remonté contre cet Hôtel? Que son existence même lui est inacceptable et fait figure d'affront permanent? Et s'il ne l'a pas déjà poussé hors de ses murs, c'est que l'intelligence politique de l'équipe est grande, comme son culot et son courage.

C'est le type même de proposition socio-politique qui devrait nous amener à poser deux questions. Comment les luttes de territoire et l'écologie populaire peuvent-elles faire cause commune et avancer sans méfiance et sans qu'une formule de reprise territoriale soit jugée supérieure à l'autre? Et puis aussi comment ces luttes peuvent-elles devenir le ferment d'une organisation socio-politique territoriale qui permettrait d'instaurer durablement des zones d'audace et de solidarités non dépendantes des pouvoirs politiques?

RETOUR AUX FONDAMENTAUX

On ne sait jamais très bien ce qui décide d'un engagement. Par quoi est-on si profondément touché pour se lancer dans une lutte dont on perçoit pourtant vaguement ce qu'elle coûtera en moyens et en temps, ce qu'elle engendrera en conflits ou en tensions et ce qu'elle générera en insécurité et en inquiétude? La lutte peut aller chercher loin, fouiller profond. On est parti au combat, on se demande pourquoi. Pourquoi ça, pourquoi là, pourquoi moi? Ce qui décide d'une lutte de territoire, comme d'une lutte sociale d'ailleurs, est finalement de l'ordre de l'enfoui et de l'intime. Mais d'un intime qui se sent étriqué d'être seulement intime. D'un intime qui, en cherchant des résonances, finit par trouver le collectif. ➔



L'injustice est un puissant moteur à fabrication de collectivité et l'indignation (peut-être la colère) est un désinhibiteur formidable : ensemble, injustice et indignation peuvent certes soulever des montagnes, mais aussi sauver des forêts, empêcher un aéroport ou stopper une autoroute : la liste pourrait être interminable tant l'injustice et l'indignation (peut-être la colère) forment un cocktail capiteux. Elles fournissent les conditions nécessaires à la transgression et procurent cette sensation de flottement que connaissent bien les marcheurs. Je suis marcheur, je sais de quoi je parle : je sais qu'à un moment de la marche, les endorphines saisissent le pas et s'en vont cheminer toutes seules. La lutte ne serait rien sans l'audace que procure l'ivresse d'être dépassé dans sa propre démarche. C'est ce dépassement qui invite à faire des choses jamais faites et à penser des choses jamais pensées. C'est ce dépassement qui, par exemple, autorise à produire de l'action et de la pensée profondément poétique et politique.

Et puis, il y a aussi, il y a bien sûr, la communauté qui naît de cette intimité transgressée et de cette audace qu'on s'est communément autorisée. Lutter, c'est « *se fatiguer ensemble* » selon une formule qu'emploie souvent l'actrice des temps présents Martine De Pauw, qui est elle aussi marcheuse – et ce n'est vraiment pas un hasard. Se fatiguer et créer, sur la fatigue, une communauté, paraît de prime abord assez improbable. Chacune et chacun vient à la lutte avec son pesant d'intime et d'indignation, l'assemblage paraît le plus souvent bancal : on ne parierait pas sur sa durée. Et pourtant cette composition finit le plus souvent par ressembler à un collectif plus ou moins cohérent dans ses objectifs et dans ses pratiques. Là aussi, ces moments de compagnonnage et de coudolement tournent la tête. On se sent emporté dans cette communauté de combat, on voudrait n'avoir jamais à la quitter. C'est autour d'elle que s'organise, pendant un moment parfois très long, l'essentiel de la vie sociale.

Injustice, indignation, colère, audace, transgression, collectif, communauté, ivresse : voilà peut-être à partir de quoi et avec quoi faire lutte.

On ne dit pas par exemple : « c'est ici que devrait passer l'autoroute ». On dit : « ici l'autoroute ne passera pas ».

PRÉPARER SON VIATIQUE

J'en reviens alors à une de mes questions. Pourquoi une fois la lutte remportée (ou perdue d'ailleurs, mais partons de l'hypothèse que l'engagement a été victorieux), la lutte s'arrête-t-elle? On me dira : le contentement de la mission accomplie, la fatigue, le temps passé, la disponibilité comptée, les fâcheries même parfois, tout cela autorise à refaire son sac une fois la victoire acquise. Oui.

Non. L'analyse qui vaut pour un zoning industriel, une usine polluante, une coupe de forêt, pourrait pourtant s'appliquer au productivisme tout entier, au productivisme et à son monde de zonings, de pollution et de coupes à blanc. Pourquoi alors s'arrêter en chemin?

Dans une marche qui reliait entre eux des territoires en péril, nous (nous : Actrices et acteurs des temps présents) avions demandé à chaque étape au comité qui nous recevait quelles étaient selon lui les conditions de succès d'une lutte. Les quatre éléments nécessaires pour remporter une lutte, glanés, élaborés et travaillés au fil des étapes avaient été les suivants :

1. Aucune lutte ne peut se gagner si l'on ne proclame pas dès le départ qu'on va la remporter. Bannir le conditionnel, rester constamment dans le présent. Et doter d'une vertu performative ce temps présent. On ne dit pas par exemple : « *c'est ici que devrait passer l'autoroute* ». On dit : « *ici l'autoroute ne passera pas* ».
2. Aucune lutte ne peut se gagner sans qu'elle constitue ses propres contre-dispositifs, qu'elle construise ses propres dossiers, qu'elle fournisse ses propres analyses et qu'elle bâtisse son propre récit. Être donc constamment en mesure de pointer les faiblesses, les mensonges, la narration fleurie de l'adversaire, mais aussi de fournir non seulement les éléments de contradiction mais également des contre-propositions à la fois réalistes et désirables.
3. Aucune lutte ne peut se gagner sans traverser au moins un moment d'illégalité. Tout commentaire ici est superflu, les idées et les volontés étant les bienvenues.
4. Aucune lutte ne peut se gagner si l'on n'en est pas désapproprié ou dépossédé par d'autres acteurs. Le relais et la transmission sont essentiels y compris dans des cercles qui sont éloignés du terrain de la lutte, que ce soit d'un point de vue symbolique, géographique, social, etc. Une lutte qui ne crée pas une communauté qui la dépasse ne se dépassera pas. Il n'existe pas de lutte jalouse et victorieuse.

Plus tard, une fois la marche terminée, un autre élément était venu s'ajouter :

5. Aucune lutte ne peut se gagner si l'on négocie. On ne négocie pas. On ne négocie qu'une fois la lutte remportée.

Je note cela, toutes ces étapes et toutes ces propositions méthodologiques, parce que je me dis que ce qui est nécessaire à remporter une lutte serait bien utile aussi pour la poursuivre. L'ancrage dans un présent assertif, la construction de contre-dispositifs et de contre-propositions, l'inévitable illégalité entendue comme une extension volontariste d'une légitimité affirmée, la création d'une communauté allant chercher loin son altérité et ne se limitant pas à un entre-soi, le refus de négocier tant que l'on n'a pas mené la lutte à bien, mais ne pas exclure non plus de négocier après l'avoir emportée : tout

cela pourrait aussi bien constituer un assez bon viatique pour transformer une lutte en proposition socio-politique durable.

Pourquoi alors ça ne se passe pas comme ça?

FAIRE REMONTER LA PAROLE, OU PAS...

Peut-être que le plus compliqué reste de créoliser les communautés de lutte. Aller chercher loin son altérité demande un décentrement qui reste problématique. Les communautés de lutte, pour bigarrées qu'elles soient, restent tout de même ressemblantes. Par exemple, la lutte de territoire n'est pas l'écologie populaire qui est elle aussi, intensément, une question territoriale. Jean-Baptiste Comby le dit bien dans son recommandable *Écolos, mais pas trop*¹ : « [...] la question du foncier devrait également être, comme les travaux de Fatima Ouassak et Geneviève Pruvost le soulignent, au cœur des politiques de l'écologie pour, d'une part, permettre aux groupes précarisés et racisés de posséder un territoire à partir duquel retrouver le pouvoir d'exister fièrement et pour, d'autre part, accorder aux écologistes non capitalistes l'autonomie que requiert le développement des alternatives ».

Proposer que les luttes de territoire entrent dans la possibilité d'une écologie populaire, c'est peut-être rejouer le film de la fin du monde et de la fin du mois ; c'est buter sur les mêmes difficultés d'imprégnation et d'entendement de ces combats cousins. La question du territoire et de comment l'approprié en le partageant est pourtant une question commune. On pourrait partir de là. Car cette union va vite s'avérer indispensable.

Il n'est pas douteux en effet que les semaines et les mois qui viennent verront renaître un intérêt singulier pour les quartiers, les bourgs, les périphéries où les votes populaires se sont marqués très à droite, que cela soit en France, en Belgique ou ailleurs en Europe et sur la planète. Il faut alors s'attendre à entendre (on les entend déjà) des discours qui appelleront à « faire remonter la parole ». Mais il faut évidemment que la parole reste là où elle est, qu'elle s'échange entre luttes de territoires et écologie populaire, qu'elle se nourrisse et s'engendre mais qu'en aucun cas elle ne « remonte ». Il s'agit au contraire de la rendre impropre à toute forme d'instrumentalisation et d'interprétation : son incompatibilité représente même sans doute la dernière chance pour que les quartiers, les bourgs ou les périphéries se rendent intrinsèques à la menace fasciste.

C'est ce que les Actrices et les acteurs des temps présents appellent « *faire pays dans le pays* »² et cette façon de se réapproprié le territoire, tant contre des grands projets inutiles et imposés que pour un combat social porté par une écologie populaire, font partie des débats urgents à tenir. À l'Hôtel du Peuple en tout cas, on est déjà dans le pays. *

1. J.-B. COMBY, *Écolos, mais pas trop... Les classes sociales face à l'enjeu environnemental*, éd. Raisons d'agir, 2024.

2. Sur le *pays*, voir le site des Actrices et acteurs des temps présents [www.aadtp.be].

Il n'existe pas de lutte jalouse et victorieuse.

PALACE, TROU À RATS OU TENTE QUECHUA... DANS QUEL LUBERON VOULONS-NOUS VIVRE ?

⇨ Le dernier rapport sur le mal-logement en France¹ dénombre plus de 4 millions de personnes mal logées. Le Luberon et les Basses-Alpes ne sont pas épargnés par les mécanismes de spéculation immobilière, l'inflation des loyers et l'airbnbisation des villages, conséquences du surtourisme et d'une gestion publique très mercantile. Loin de la « carte postale » des champs de lavande et d'oliviers, le GLLUB – Galère Logement LUBeron² –, a décidé de passer à l'action. Pour le collectif né en 2022, habiter un territoire hospitalier, accueillant et solidaire, c'est aussi pouvoir choisir et accéder à un logement décent et abordable.

En octobre 2023, la visite de Droit à la ville Douarnenez, en tournée pour présenter son ouvrage *Habiter une ville touristique – Vue sur mer pour les précaires*³, donne lieu à une première rencontre publique au café associatif « à dos d'éléphant » à Monjustin. Dans cette commune, le prix du mètre carré

est tel que même certains conseillers municipaux n'ont d'autre choix que de dormir en caravane faute de logement disponible et abordable ! Plus tard, la CAAG – Coordination des actions anti-gentrification de Marseille – est aussi invitée pour participer à des ateliers, une session de cartographie des logements touristiques dans le Luberon, des discussions et des sessions d'écoute.

Depuis, le GLLUB œuvre à informer, fédérer et impulser des actions. Notamment via la publication d'articles qui permettront de mettre en lumière la réalité locale du Lubéron : 28% des logements sont des résidences secondaires et 5% sont des logements entiers accaparés par Airbnb, soit l'équivalent de 600 logements. En même temps, 185 familles sont en attente d'un logement social, rien qu'à Forcalquier. Sur cette même commune, il y a moins de dix ans, on ne dénombrait même pas dix appartements sur Airbnb. Aujourd'hui, ils

sont plus d'une centaine. Fort de ces constats, le GLLUB rejoint le CNHP, Collectif National des Habitants Permanents⁴, qui cherche à fédérer les groupes d'habitants des zones touristiques.

Au printemps 2024, suite à la parution de son livre *Du taudis au Airbnb, petite histoire des luttes urbaines à Marseille*⁵, Victor Collet est à son tour invité à Forcalquier. Plus de 80 personnes sont présentes pour parler de l'histoire et de l'actualité de Marseille, de mal-logement et de comment les spéculateurs et marchands de sommeil rachètent et vident de leurs habitants les quartiers populaires. Cette rencontre permet aux différents collectifs de la région de se rencontrer, d'échanger et se coordonner localement et plus largement aussi.

La loi dite « anti-Airbnb » était censée enfin taxer et réguler les logements de la plateforme, mais suite à la dissolution de l'assemblée nationale

et aux élections qui ont suivi, celle-ci risque de ne jamais voir le jour. En effet, le Rassemblement national, dont le nombre de députés a doublé, est un soutien politique majeur d'Airbnb et risque fort d'entraver tout effort d'encadrement. Mais il existe d'autres leviers. Entre dispositifs légaux trop souvent méconnus, actions de collages ou de captures de boîtes à clés comme on a pu le voir à Marseille... le GLLUB et les différents collectifs mobilisés sur ces questions sont bien déterminés à faire valoir ce droit qu'est le logement. *

Galère Logement Luberon (GLLUB)

1. Publié annuellement par la fondation Abbé Pierre [www.fondation-abbe-pierre.fr].
2. Pour les contacter : gllub@proton.me
3. Droit à la ville Douarnenez, *Habiter une ville touristique – Vue sur mer pour les précaires*, éd. du Commun, 2023.
4. <https://www.facebook.com/collectifCNPH>
5. Voir ci-contre.

OÙ EN EST LA RÉVOLUTION DU

⇨ Depuis la parution dans le BEM n°319 de l'article présentant quelques principes politiques du confédéralisme démocratique mis en place dans le nord-est de la Syrie (souvent appelé Rojava de son nom kurde), des évolutions importantes ont eu lieu dans la région. Tout d'abord, le projet politique continue à s'étendre et à s'approfondir, notamment avec la déclaration du nouveau contrat social en 2023 par l'AADNES¹.

Le besoin d'un nouveau contrat social² (le précédent datait de 2016) s'était fait sentir notamment suite à l'intégration de plusieurs régions arabes dans l'administration autonome, au fur et à mesure que ces territoires avaient été libérés du contrôle de l'État islamique. Le but était alors « de construire un nouveau contrat social qui représenterait désormais les sept cantons libérés, où tous se reconnaîtraient comme faisant partie du même système politique et social », nous raconte Mizgin Ahmed, représentante des relations extérieures du PYD en Europe qui a également participé au comité de rédaction du nouveau contrat social. Un large processus de consultation populaire avait permis d'identifier des changements à apporter au contrat social précédent. « 106 personnes ont alors rejoint le comité

de rédaction, incluant des représentants de tous les groupes ethniques, religieux et culturels ainsi que des femmes et des jeunes de la région », poursuit-elle.

Or, cette avancée démocratique dans la région a provoqué l'ire du régime ultranationaliste et autoritaire turc : « Le 12 décembre 2023, le contrat social a été inauguré. En réponse, l'État turc et ses mercenaires dans la région³ ont décidé de transformer toutes les infrastructures essentielles de la société en cibles militaires. » Des frappes aériennes turques intenses ont eu lieu, ciblant des stations d'électricité, de gaz et de pétrole ainsi que des lieux de travail⁴, le but étant de rendre la vie insupportable et de pousser la population à s'exiler.

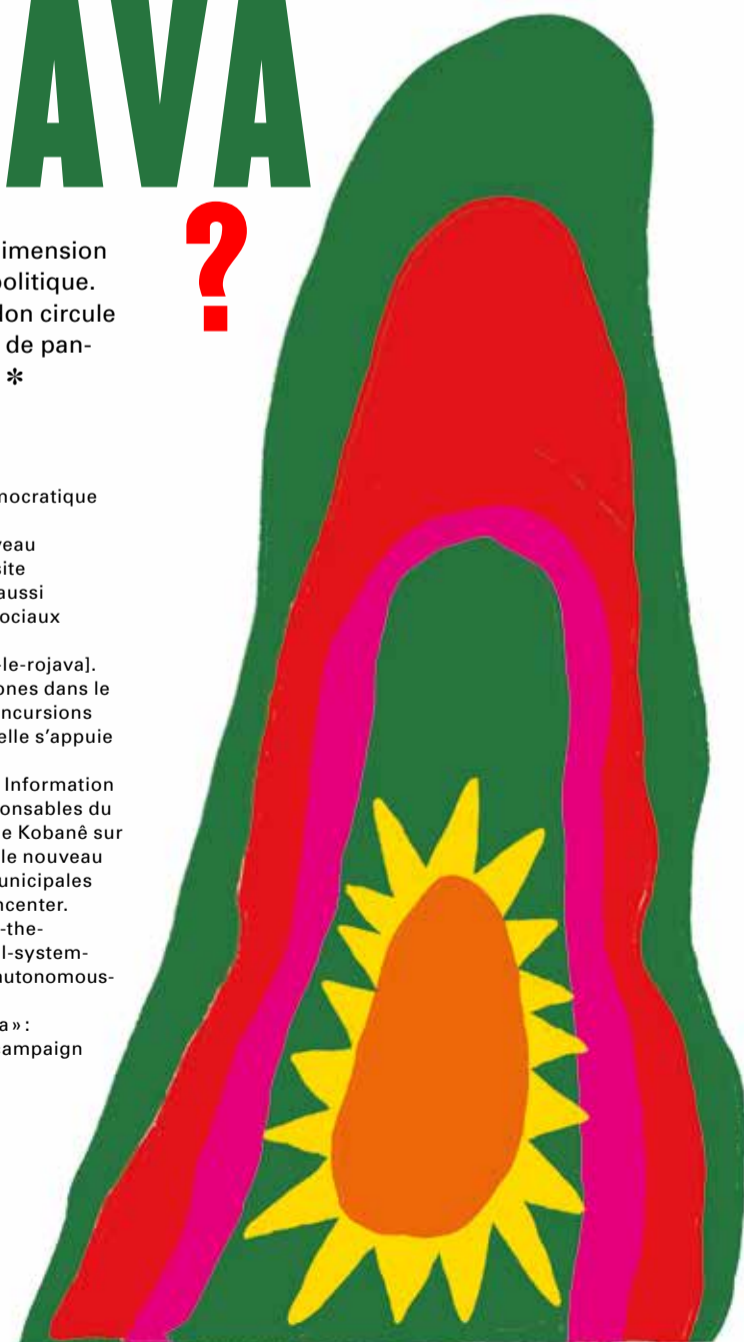
Face à ces difficultés, le mouvement de construction se poursuit dans la région. Sur le plan politique, des élections municipales sont prévues sur tout le territoire – malgré les menaces du président turc qui annonce une invasion terrestre si les élections devaient avoir lieu. Sur le plan matériel, la réparation des dégâts causés par les frappes aériennes est en cours. L'AADNES entend également

ROJAVA

développer davantage la dimension écologique de son projet politique. Actuellement, un appel à don circule pour soutenir l'installation de panneaux solaires au Rojava⁵. *

Violeta Bautista

1. Administration Autonome Démocratique du Nord et de l'Est de la Syrie.
2. Vous pouvez consulter le nouveau contrat social en français sur le site Serhildan.org. Vous y trouverez aussi un bref historique des contrats sociaux du Rojava [https://serhildan.org/un-nouveau-contrat-social-pour-le-rojava].
3. La Turquie occupe plusieurs zones dans le nord-est de la Syrie, suite à des incursions militaires entre 2016 et 2019, où elle s'appuie sur différentes milices.
4. Interview réalisé par le Rojava Information Center (RIC) avec différents responsables du canton d'Euphrate et de la ville de Kobané sur les changements contenus dans le nouveau contrat social et des élections municipales à venir [https://rojvainformationcenter.org/2024/04/upcoming-elections-the-new-social-contract-and-political-system-changes-interview-with-kobane-autonomous-administration-officials].
5. Campagne « Solardarity Rojava » : www.solardarity-rojava.org/en/campaign



MARSEILLE :

« DES PUNAISES DE LIT POUR LES AIRBNB, DES LOGEMENTS POUR LES HABITANTS »¹

⇨ Dans le *Bruxelles en mouvements* sur les luttes urbaines de 2022, nous évoquons la marchandisation massive du logement à Marseille et les forces sociales qui s'organisaient pour y faire face². Cette année, Victor Collet vient de sortir un livre intitulé *Du taudis au Airbnb. Petite histoire des luttes urbaines à Marseille*: l'occasion de réactualiser ce que nous évoquions il y a deux ans.

Dans son ouvrage, Victor Collet retrace cinq années de lutte depuis les effondrements de maisons à la rue d'Aubagne, le 5 novembre 2018 et la requalification urbaine de sa plus grande place, La Plaine, jusqu'à l'explosion actuelle des meublés de saison, l'invasion touristique et l'accélération de la gentrification. Les effondrements vont constituer un point de bascule dans le développement de la ville populaire, avec son centre vivant, partagé et solidaire malgré les galères. Ils marquent la fin du règne de Gaudin, élu en 1995, qui sera la cheville ouvrière des périmètres de réhabilitation prioritaire dénommés Euromed et destinés à placer Marseille sur la carte des grandes métropoles. Les marches aux cris de « Gaudin Assassin » se succèdent dans une atmosphère quasi émeutière qui se superpose

à la révolte nationale des Gilets jaunes. En 2020, le Printemps marseillais (coalition de gauche rassemblant membres des partis de gauche, écologistes, représentants de la société civile et anciens « insoumis », un Front populaire avant l'heure) remporte les élections municipales. Mais comme le démontre Victor Collet, la fin du système Gaudin ne met nullement un terme à l'appétit pour la rente.

Les effondrements et la crainte de leur reproduction vont conduire à l'adoption d'arrêtés de « Péril et insalubrité » permettant de réaliser de façon accélérée ce qu'aucun politique n'était parvenu à faire jusqu'alors: faire sortir par milliers les habitant-es populaires du centre pour récupérer les bâtiments historiques de Noailles. « *Certaines évacuations expéditives et sans procédure ressemblent à s'y méprendre à des expulsions déguisées*³. » Émerge alors l'opportunité d'assurer le changement de destination de ces bâtisses en Airbnb. La période de confinement va doper cette mutation: Marseille voit affluer un tourisme de masse et les transactions immobilières vont exploser en 2020 et 2021. La niche Airbnb devient un eldorado, d'autant que Marseille n'est dotée d'aucune régle-

mentation en la matière; les spéculateurs s'y engouffrent en nombre. « *Renvoyées à leur impuissance, les luttes urbaines regardent de loin le renouvellement politique mais de près le bouleversement social qui s'étend*⁴. » Fin 2022, le projet de loi qui oblige les propriétaires à rénover leurs passoires thermiques épargne le secteur Airbnb. « *Tant rêvée, souvent anticipée, jamais vraiment advenue, le métropolisation de Marseille se dessine enfin*⁵. »

La force de l'ouvrage, au-delà de son analyse critique, est de s'appuyer sur de nombreux témoignages et autres archives vivantes, celles mobilisées par les luttes: affiches, tags, autocollants, chants, flyers... Suite aux événements précités, la lutte pour le logement s'est essoufflée, celle contre la rénovation s'est épuisée. Les forces vont se déplacer sur le terrain de la gentrification avec la touristification en ligne de mire⁶. À l'été 2021, des anciens de la Plaine et d'autres investis dans « Un centre ville pour tous » créent l'Observatoire de la gentrification pour documenter l'évolution des prix des logements, des commerces, l'explosion des terrasses... En parallèle, des actions coup-de-poing largement médiatisées se mettent en place. Les perturbations de boîtiers à clés des Airbnb se multiplient. Le célèbre carnaval de la Plaine de 2023 défilera sous les auspices du tourisme de masse et de son Caramentran: Valisator, un monstre fait de valises à roulettes.

Les monstres à affronter à Marseille sont plus que jamais présents mais les luttes restent bien vivaces! *

Claire Scohier, IEB

1. Un chant de lutte du deuxième charivari à Marseille en janvier 2023.

2. Lire C. SCOHIER, « Marseille en colère pour le droit au logement ! », in *Bruxelles en mouvements*, août 2022.

3. V. COLLET, *Du taudis au Airbnb. Petite histoire des luttes urbaines à Marseille*, Agone, coll. Contre-feux, 2024, p. 107.

4. V. COLLET, op. cit., p. 169.

5. K. VACHER, Fr. VALEGEAS, C. FRANÇOIS, « Marseille : les batailles du centre ville », *Métropolitiques*, novembre 2021.

6. Voir le site Vis ma vie de Marseillais-e! : <https://vismaviedemarseillaise.wordpress.com>

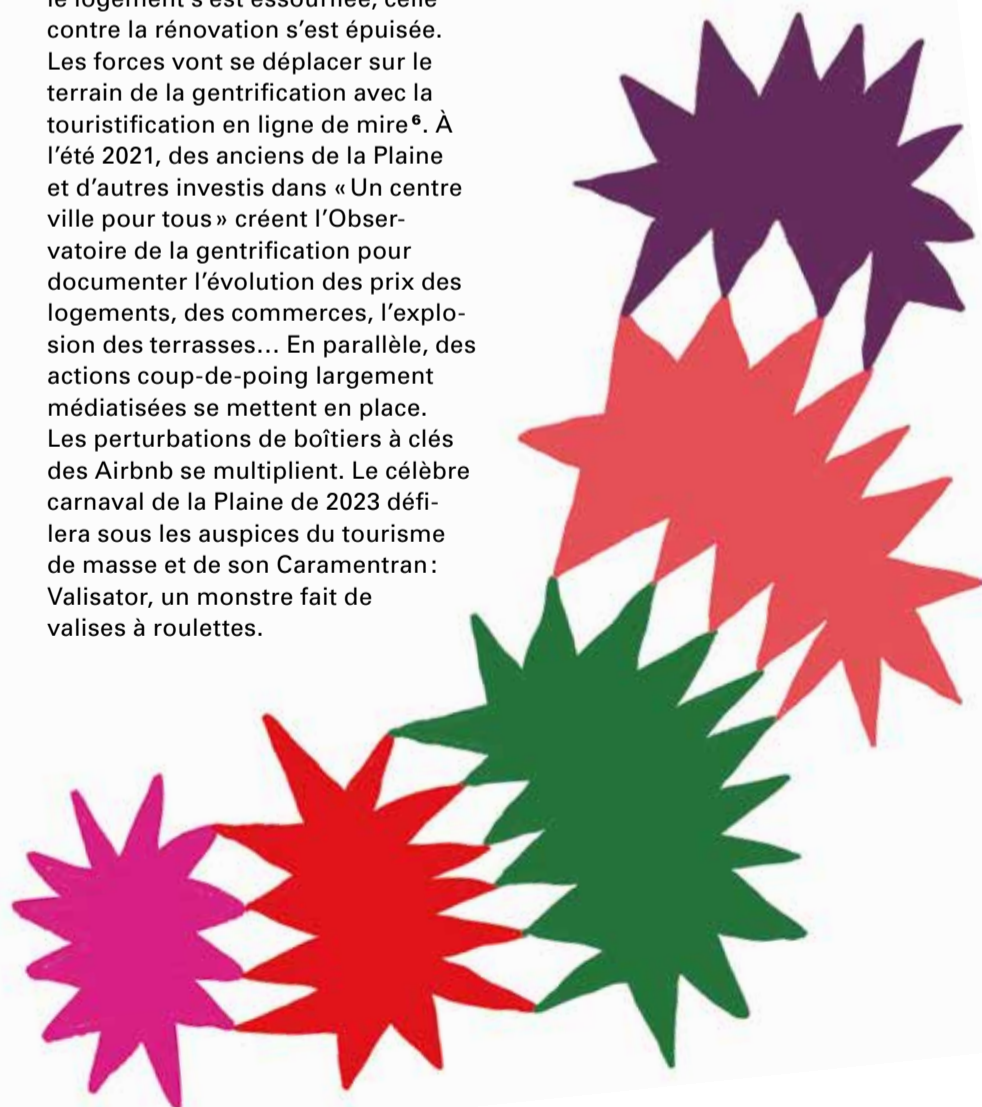
SOUTENEZ IEB!


ENCOURAGEZ LE DÉBAT URBAIN...



Trouvez-vous utile que nous participions et animions le débat démocratique à Bruxelles et que nous fassions connaître les multiples réalités des dossiers urbains? Dans ce cas, n'hésitez pas à nous soutenir financièrement. Votre don, autant apprécié qu'utile, contribue à assurer l'indépendance de notre association, notamment lorsque, faute de débat démocratique dans les matières urbaines ou de prise en compte de celui-ci, nous décidons de mener des actions en justice.

Comment? De préférence via un formulaire accessible sur notre site, sous forme de don unique ou, mieux encore, mensuel! <https://www.ieb.be/Soutenez-IEB>





Bruxelles en mouvements
est un bimestriel édité par IEB,
fédération des comités de quartier
et groupes d'habitant-es. Ce journal
est distribué dans une série de
lieux bruxellois, mais vous pouvez
également vous abonner pour le
recevoir à domicile et par la même
occasion soutenir notre démarche.

Consultez notre site pour voir la
publication en ligne ainsi que la liste
des lieux de dépôt: www.ieb.be
Abonnement annuel (6 n°): 24 euros

Abonnement de soutien: 50 euros
Versement au compte
IBAN: BE33 2100 0902 0446
BIC: GEBABEBB

Éditeur responsable: Patrick Wouters
Rue du Chimiste 34-36 – 1070 Bruxelles

Secrétaire de rédaction:
Benoit Coumont

Graphisme: Andreas Stathopoulos,
Élise Debouny

Coordination: Andreas Stathopoulos

Collaborateur-ices: Barbara, Michel
Bastin, Violeta Bautista, Eva Betavatz,
Thomas Brail, Damien Delaunois,
Matthias Förster, GLLUB, Paul Hermant,
Florence Huybrechts, Ivani, Maud Marsin,
Stefania Mizara, Movimento Referendo
Pela Habitação, Claire Scohier, Cataline
Sénéchal, Andreas Stathopoulos,
Françoise Thirionet, Allan Wei

Illustrations: Oficina Fritta
(IG @oficinafritta)



**Inter-
Environnement
Bruxelles**

Rue du Chimiste 34-36 – 1070 Bruxelles
Tél.: 02 801 14 80 – E-mail: info@ieb.be

Organisme d'éducation
permanente soutenu par la
Fédération Wallonie-Bruxelles



**FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES**